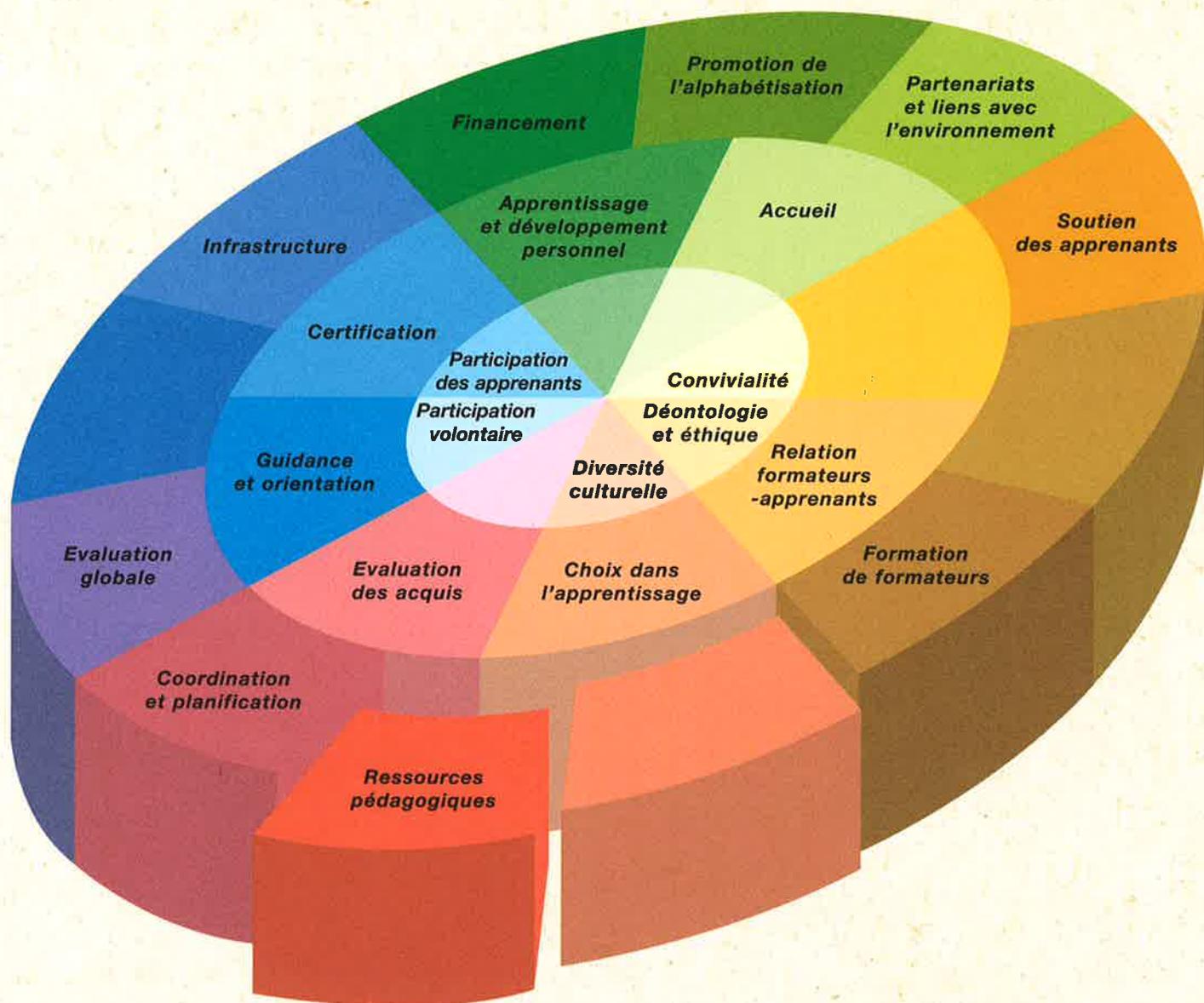


Le journal de l'alpha

PÉRIODIQUE BIMESTRIEL - BUREAU DE DÉPÔT: BRUXELLES X

NOVEMBRE 2000 • N°119



Alphabétisation: **un droit pour tous**
Un cadre pour évoluer vers plus de qualité

Actes de la Rencontre du 8 septembre 2000 à Bruxelles

Un cadre pour évoluer vers plus de qualité

Introduction: Pour une alphabétisation de qualité	4
Mobilisation dans les régionales	5
8 septembre: Les ateliers du matin	15
8 septembre: Les interventions de l'après-midi	27
Conclusion: Quel cadre pour une alphabétisation de qualité?	42

Pour une alphabétisation de qualité

C'EST DÉJÀ DEPUIS PLUSIEURS MOIS – près de deux ans à Bruxelles – que dans les régionales de Lire et Ecrire, les apprenants travaillent à l'élaboration d'une liste d'indicateurs permettant de construire une alphabétisation de qualité.

Le 8 septembre, Journée internationale de l'alphabétisation, des délégués des différentes régionales se sont retrouvés au Botanique pour partager et échanger, pour transmettre leurs revendications aux représentants des pouvoirs subsidiaires et des institutions concernées. Le jour J est enfin arrivé!

DÈS 9 HEURES 30... Les portes du Botanique s'ouvrent et plus de 170 apprenants, venus de tous les horizons de la Communauté française, s'engouffrent dans ce qui sera, pendant une journée, un lieu de rencontre, d'échanges, de débats sur ce que devrait être la formation idéale en alpha. Six ateliers se côtoient, portant sur les revendications les plus récurrentes: la certification, le remboursement des frais de déplacements, l'organisation des cours,...

Pendant la matinée, les apprenants ont ainsi la possibilité de se rencontrer et de vérifier que, du nord au sud du territoire communautaire, leurs revendications sont semblables, leurs attentes plus ou moins les mêmes. Les expériences de vie et de formation se croisent et s'interpellent.

La motivation individuelle est collective, construire et réfléchir sur des vécus similaires rend loquace et plus hardi. Les ateliers s'animent, les animateurs jubilent, la matinée se passe dans l'enthousiasme des débats actifs, passionnés et passionnants.

Enfin midi, moment du repas, un sandwich à la main, où chacun découvre les expositions, collages, affiches, fresques, sculptures, peintures, photos, tout un art pour raconter leurs parcours, leurs droits et leurs revendications.

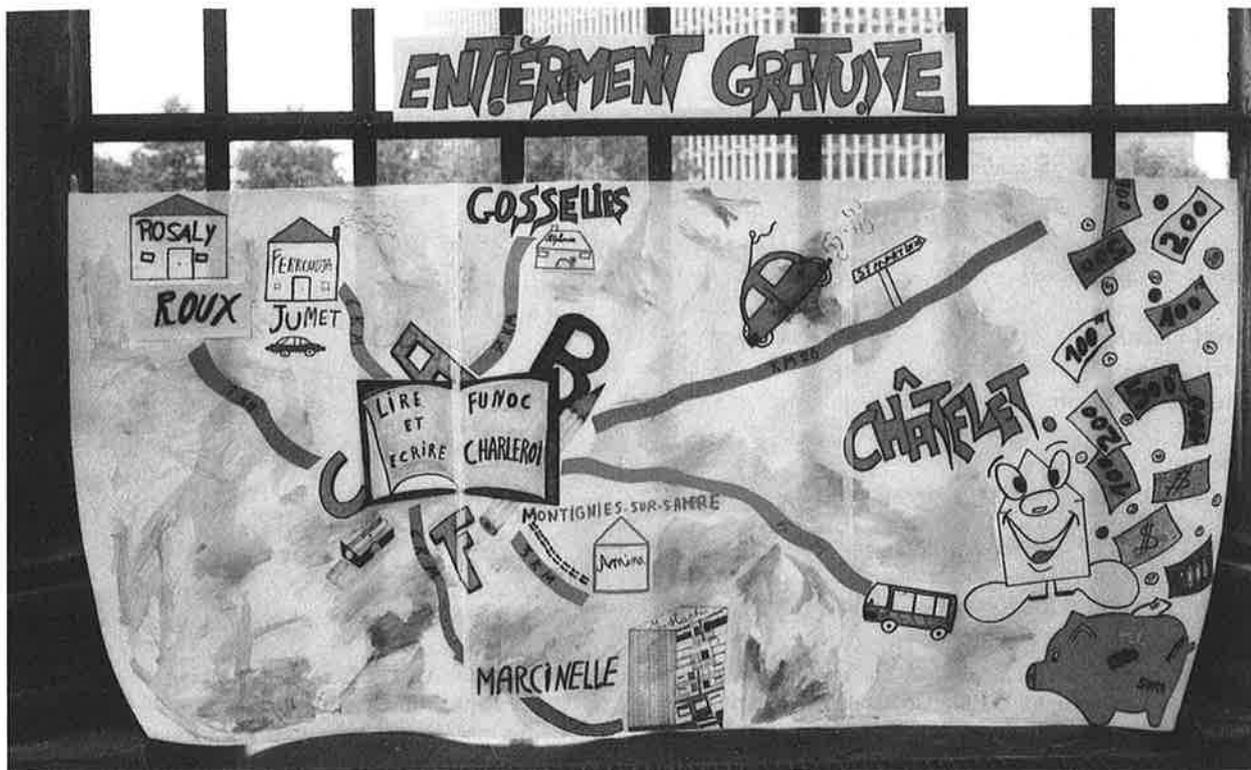
DÉJÀ 14 HEURES. La grande salle s'allume, le panel est au complet, ces dames et messieurs, venus du politique et des administrations des pouvoirs subsidiaires, vont pouvoir enfin entendre leurs mots, leurs paroles, parfois hachées, intimidées, souvent émotionnées, posées, assurées et amusées.

Ils vont devoir entendre et répondre à ce que chacun et chacune aura soulevé comme problème par rapport à l'insertion, à l'intégration, à la citoyenneté, à l'immigration, au travail, etc.

Les réponses sont attendues. Discours parfois appropriés, parfois hors contexte, faciles ou difficiles. L'interrogation reste présente: ont-ils vraiment compris le sens de nos interpellations? L'important, c'est qu'ils soient venus, diront certains; l'important, c'est qu'ils étaient là pour entendre.

AUJOURD'HUI, UN MOIS PLUS TARD, l'étape suivante, celle de la négociation et de l'aboutissement des revendications, doit commencer...

Anne-Marie ANDRUSYSZYN
Lire et Ecrire Communautaire



Mobilisation dans les régionales

Bruxelles: Alphabétisation de qualité, un objectif à atteindre	6
Verviers: A la recherche d'une méthodologie pour aborder les critères de qualité	8
Namur: Entrée en réflexion	10
Brabant wallon: Les apprenants participent à l'évaluation	11
Charleroi: Création d'un conte sur la certification	12
Centre-Borinage: Le 8 septembre, nous partirons tous ensemble à Bruxelles	14

Bruxelles: l'alphabétisation, un droit, ... alphabétisation de qualité, un objectif à atteindre

C'est en septembre 1998, il y a deux ans maintenant, que Lire et Ecrire Bruxelles et le Collectif Alpha ont commencé un travail visant à établir des critères de qualité pour l'alphabétisation et la formation de base, en partenariat avec l'Irlande, l'Irlande du Nord et le Royaume-Uni¹, dans le cadre d'un projet européen Socrates.

Pourquoi ce travail, et comment l'envisagions-nous?

Notre objectif en menant ce travail de critères de qualité en alphabétisation était à la fois de stimuler et d'améliorer la qualité de l'offre d'alphabétisation, en produisant un cadre de référence et d'évaluation pour les associations, et à la fois de revendiquer auprès des pouvoirs publics une réelle prise en compte de l'alphabétisation, en mettant en avant ce que l'ensemble des acteurs auraient défini comme étant une alphabétisation de qualité.

Ce qui était d'emblée évident pour nous était la volonté de mener ce travail de façon participative, en y incluant activement tous les acteurs de l'alpha: les participants, en tant que premiers concernés, les formateurs, les coordinateurs et les membres des Conseils d'Administration.

Première étape: une large consultation

Définir des critères de qualité dans un contexte aux réalités très différentes (allant d'associations travaillant avec du personnel rémunéré à des associations entièrement bénévoles) n'aurait servi à rien sans une consultation préalable de l'ensemble des acteurs, le but n'étant pas de distribuer des bons points ou des labels fantaisistes, mais bien de sensibiliser à améliorer la qualité de ce qui se faisait, quelle que soit la situation de départ dans laquelle l'association se trouvait.

Environ 120 apprenants et 60 formateurs de 11 associations de Bruxelles ont été consultés sur ce qu'ils entendent par alphabétisation de qualité.

Les apprenants ont été consultés en groupe et leurs avis recueillis par écrit, tandis que les formateurs ont soit répondu à un questionnaire individuel, soit ont été interrogés en groupe, soit les deux.

Tous les avis recueillis ont été analysés afin de pouvoir cerner les tendances générales lorsqu'on aborde la qualité en alpha².

LES PRINCIPES ET LES CRITÈRES DE QUALITÉ EN ALPHABÉTISATION

Les principes

1. L'apprenant a le droit de suivre une formation sur base volontaire. Les objectifs de l'apprenant sont reconnus et soutenus par l'association.
2. Tous les aspects de l'association seront basés sur une déontologie de confidentialité, de respect et de confiance.
3. Les différences culturelles seront respectées à tous les niveaux de l'association.
4. Une attention particulière sera apportée à créer et à maintenir au sein de l'organisation une atmosphère de convivialité favorisant les liens sociaux.
5. Les apprenants pourront participer à tous les aspects de l'association, y compris l'évaluation de celle-ci.

Les critères

1. L'accueil et le premier contact
2. La relation apprenant-formateur
3. Le choix dans l'offre de cours
4. L'évaluation de l'apprenant
5. La guidance, le suivi et la progression
6. La certification et la formation
7. L'apprentissage et le développement personnel
8. Les stratégies de promotion
9. Les liens avec d'autres groupes
10. Les aides supplémentaires aux apprenants
11. La formation des formateurs et responsables
12. Le matériel pédagogique
13. Le management et l'organisation
14. L'évaluation des formations
15. Les locaux



Deuxième étape: la confrontation des consultations dans les différents pays, à la recherche de "critères" de qualité

Lors d'une rencontre de travail en Angleterre, les résultats des différentes consultations menées en Irlande, en Irlande du Nord et en Belgique ont été confrontés, classés, analysés. Il en est sorti une série de "principes de base transversaux", ou valeurs, tels la confidentialité, le respect, la convivialité, la participation et la base volontaire de la part des apprenants, et une série de "critères", ou éléments clés, d'une alphabétisation de qualité, concernant l'accueil, la relation apprenant-formateur, l'offre de cours, l'apprentissage, l'évaluation, le suivi, la certification, la formation des formateurs, le matériel pédagogique, les locaux, la gestion générale, le financement.

Ces principes de base et critères de qualité (voir encadré) ont été rassemblés dans un *Livret de travail*³, outil provisoire pour la mise en œuvre des critères de qualité.

Troisième étape: la mise en œuvre et la diffusion des critères de qualité

Avoir défini des critères pour une alphabétisation de qualité était fort intéressant, encore fallait-il tester la validité de ces critères et tenter de les mettre en œuvre.

L'objectif de la deuxième année du projet à Bruxelles fut donc la mise en œuvre des critères de qualité en alpha par la mise sur pied, au sein des associations, de groupes d'auto-évaluation "mixtes", composés de participants, de formateurs, de la coordination. A l'aide d'un ou de plusieurs critères de qualité, la pratique de l'association a été analysée, des données ont été rassemblées, un plan de travail a été dessiné, le tout afin d'améliorer la qualité du travail.

Trois centres d'alphabétisation de Bruxelles ont participé à cette expérience pilote, avec l'aide d'une animatrice de Lire et Ecrire.

Au niveau des autres régionales de Lire et Ecrire, nous avons un objectif de diffusion et d'enrichissement: faire connaître le travail que nous avons mené autour des critères de qualité en alpha, susciter la réflexion dans l'ensemble du réseau Lire et Ecrire et ainsi tester, enrichir, valider le travail mené jusqu'à présent.

C'est donc avec beaucoup de plaisir et d'intérêt que nous allons participer à la rencontre du 8 septembre autour du droit de tous à une alphabétisation de qualité.

Le travail ne s'arrêtera cependant pas là: il devra être poursuivi tout au long de l'année 2000-2001, (et au-delà...), le livret de travail devra être réécrit afin de devenir un réel outil de travail pour l'évaluation, les pouvoirs publics devront encore et toujours être interpellés, bref, le chemin vers une alphabétisation de qualité sera long, mais si nous le parcourons avec tous les acteurs, apprenants, formateurs, coordinateurs, nous le parcourrons en bonne compagnie...

Anne LOONTJENS
Collectif Alpha

1. National Adult Literacy Agency (NALA) à Dublin, Queens University à Belfast et North Essex Adult Community College en Angleterre.

2. Consultation des formateurs et des apprenants en alphabétisation à Bruxelles: quels critères de qualité en alphabétisation et formation de base? (document disponible au Collectif Alpha - tél: 02 538 36 57).

3. Alphabétisation et formation de base: un cadre pour évoluer vers plus de qualité, livret de travail (document disponible à Lire et Ecrire Bruxelles et au Collectif Alpha).

Verviers: à la recherche d'une méthodologie pour aborder les critères de qualité

Lorsque nous avons commencé à réfléchir sur la façon d'aborder les critères de qualité en alpha à Verviers nous nous sommes posé différentes questions:

- Comment allons-nous aborder ce sujet?
- Comment allons-nous faire pour que ce soit la parole réelle de l'apprenant et non une projection de nos pensées?
- Comment, étant donné la diversité de notre public, allons-nous donner la parole à tous?

Les formateurs ont réfléchi sur une manière dynamique de lancer le débat sans en être vraiment les instigateurs. Notre choix s'est porté sur la vidéo et plus particulièrement sur différents films et témoignages de personnes. Nous avons compulsés différentes cassettes et nous avons retiré toute une série d'extraits qui nous semblaient significatifs non seulement au niveau de l'apprentissage (au début, pendant et à la fin) mais aussi au niveau des relations socioculturelles des personnes et de leur ressenti par rapport aux difficultés rencontrées.

Les extraits choisis étaient issus des films "Stanley et Iris", "La cérémonie", "La cité des alouettes", et des témoignages tirés des magazines "Jour après jour", "Emigrés" et "Le sujet et la lettre".

Ces extraits ont été répartis en trois parties:

- le début de l'apprentissage et les ressentis des personnes vis-à-vis de leur difficultés;
- l'apprentissage en tant que tel sous ses différents aspects (au niveau matériel, pédagogique,...);
- la finalité de l'apprentissage et ses réussites et difficultés (le changement).

Pour ces journées (3), tous les apprenants de Lire et Ecrire ont été rassemblés et partagés de manière aléatoire sur base d'un tirage au sort entre les différents groupes.

Nous avons présenté les cassettes et après chaque extrait nous laissons la liberté d'expression à chacun. Le rôle de l'animateur était simplement de distribuer la parole. Un autre formateur était rapporteur.

Une journée a été consacrée à la visualisation de cette cassette.

Pour chaque extrait des témoignages des apprenants venaient corroborer les faits. Ils se sont véritablement projetés au travers de cette cassette.



Dans un second temps, nous avons repris les différentes paroles des apprenants et nous avons essayé d'en retirer des thématiques à retravailler en fonction bien évidemment de l'objectif final: les critères de qualité en alpha.

Nous avons créé différents panneaux:

Pour bien apprendre à lire et à écrire, il faudrait que

- l'accueil soit...
- les locaux soient...
- les formateurs soient...
- les élèves soient...
- la matière et les méthodes soient...
- le groupe soit...
- la fin soit...

De nouveau chaque apprenant était tout à fait libre de s'exprimer et de donner son avis. Des discussions parfois animées ont eu lieu. Une mise en commun finale a eu lieu entre les différents groupes.

Nous avons été relativement déçus de cette deuxième étape. Autant la première était riche en réflexions, témoignages, autant la seconde était pauvre quant aux "revendications" des apprenants face à leur formation.

Plusieurs éléments sont peut-être à l'origine de cette difficulté. Certains nous ont été apportés par les apprenants eux-mêmes:

- Les cours sont gratuits, que peut-on demander de plus par rapport aux locaux, à la qualité de la formation?
- Nous sommes très bien ici puisque nous sommes à la fin de cette formation, que pourrait-on demander de plus?
- ...

Quelques réflexions à ce sujet:

- Une enquête auprès des personnes ayant abandonné la formation pourrait peut-être être plus révélatrice de ce que les personnes attendent réellement de cette formation.
- Ces personnes sont issues, pour beaucoup, de pays étrangers où la liberté d'action et de parole n'est pas acceptée, des "réflexes conditionnés" peuvent encore entraver leur liberté de parole...
- Ces personnes sont peut-être très bien dans le cours et elles ne voient vraiment pas ce que l'on pourrait leur apporter de plus puisqu'elles n'ont jamais eu l'occasion de suivre des cours ailleurs.
- Leur avis est en général peu demandé d'où des difficultés pour s'exprimer sur ce sujet.
- Nous sommes leurs formateurs; face à une personne étrangère les résultats auraient peut-être été différents.

La troisième journée était au départ consacrée à la réalisation d'un support montrant de manière dynamique les souhaits, désirs, revendications émis par les participants. Ayant peu de "matière" à apporter, nous avons décidé d'essayer d'aborder la problématique par un autre bout.

Les apprenants étaient amenés à s'exprimer personnellement sur des sujets extrêmement variés:

- Quelle est ma qualité principale?
- Quelles sont les qualités que devraient avoir un bus?
- Quelles sont les qualités que devraient avoir une ville?
- Quelles sont les qualités que devraient avoir...?

Pour en arriver à:

- Quelles sont les qualités que doit avoir un cours, une école, ...?

Le travail sur les critères de qualité ayant déjà été réalisé lors de la deuxième journée et malgré un début de journée prometteur, nous sommes retombés dans une certaine banalité.

A la pause, constatant un semi-échec, nous avons cherché différents moyens de débloquer une situation compromise en se disant qu'ils n'avaient peut-être rien à revendiquer mais qu'ils retrouvaient dans les cours ce qu'ils cherchaient vraiment.

Ayant nous-mêmes manifesté quelques jours plus tôt, nous leur avons dit que les cours étaient suspendus faute de moyens et qu'ils ne reprendraient que si les pouvoirs publics se décidaient à les entendre. D'où l'idée d'une manifestation avec comme principe qu'il fallait dégager l'essentiel de ce que l'on souhaitait pour les cours d'alpha. Chaque apprenant a alors choisi une revendication qui lui semblait importante et l'ensemble de ces revendications a été repris pour construire des effigies et créer une minimanifestation que nous avons présentée à la journée du 8 septembre.

Je pense que cette réalisation est vraiment un début, que la rencontre d'autres personnes et les discussions qui s'en sont suivies ont éveillé des consciences.

Ces consciences se travaillent, doivent se travailler et les cours alpha en sont un point de départ indispensable.

Jean CONSTANT
Lire et Ecrire Verviers

Namur: entrée en réflexion

Ayant pris connaissance très tardivement du projet relatif aux critères de qualité en alphabétisation, ce n'est qu'en juin 2000 que nous nous sommes penchés sur la question; il était difficile dès lors d'envisager un travail très fourni.

Toutefois, nous avons décidé d'informer les participants de la démarche réalisée en Communauté française et de préparer une activité sur ce sujet au moment des rencontres d'évaluation de fin d'année.

Les deux matinées d'évaluation furent donc l'occasion d'une première approche. Après une présentation du projet et de la rencontre du 8 septembre à Bruxelles, une première animation fut proposée: "La maison de l'alpha".

L'objectif était de réfléchir et mettre en commun la vision des participants sur l'alphabétisation: sa situation actuelle et aussi les caractéristiques que l'on aimerait qu'elle ait.

Il s'agissait de dessiner le plan maquette de la maison de l'alpha: une maison qui représente l'alpha et ses habitants. Elle peut être grande ou petite, vieille ou neuve,... avec tous les éléments et les caractéristiques qui symbolisent notre vision de l'alpha.

Tous les groupes ont choisi de dessiner non pas la situation actuelle mais la situation future.

Les idées présentées et suggérées par le dessin furent recueillies sur des grandes feuilles de papier.

A ce moment, nous nous sommes rendu compte de l'importance de la mobilisation des participants par rapport au cadre de travail. Leur dessin révélait surtout l'approche du cadre physique, même si certaines caractéristiques pouvaient être interprétées symboliquement.

En effet, parmi les différents critères, celui relatif aux locaux était celui qui préoccupait le plus immédiatement les participants et les formateurs, étant donné les problèmes vécus à ce niveau par l'association.

Toutefois, la participation à ce travail nous a montré l'importance de l'implication des personnes dans leur formation; les conditions de celles-ci ne les laissent absolument pas indifférents. Les critères de qualité correspondent réellement aux conditions qu'ils mettent en avant.

Un rendez-vous était pris pour le 4 septembre, début de la semaine d'accueil, où nous avons animé pendant 4 matinées, toute une réflexion sur la mise en route de la formation, une prise de contact de l'ensemble des participants, afin de discuter avec ceux-ci de leur démarche, et préparer ensemble ce que nous pourrions définir comme étant un "contrat de formation". Cette semaine se terminait par la participation à la journée du 8 septembre à Bruxelles.

Certains des thèmes abordés pendant ces 4 jours furent les représentations de l'écrit, de la formation, des conditions et des contraintes de formation. A partir de ce travail, un petit groupe s'est formé pour réfléchir aux conditions de formation en lien avec une idée qui avait émergé du groupe: la symbolique de l'escargot (cf. photo ci-dessous).

Symboliquement, pour eux, l'escargot c'est:

"J'ai entrepris des démarches de formation, j'ai l'impression de ne pas avancer, je voudrais qu'on me donne plus de chance; je suis très stressé; quand je suis dans un endroit que je ne connais pas, je réponds n'importe quoi même si les questions sont connes."

"L'escargot avance, mais doucement; il y a des gens qui ont besoin d'avancer lentement, mais on avance quand même."

"L'escargot peut rentrer dans sa coquille, ne plus oser bouger; apprendre c'est difficile, il y a des moments où on recule, on se renferme parce que le changement fait peur, on n'est pas prêt; à d'autres moments, l'escargot fait du chemin."

A partir de là, le groupe a collé sur l'image de l'escargot toutes les idées relatives aux bonnes conditions pour participer à une formation en alphabétisation de qualité. Les sujets ont été discutés afin de participer aux groupes de travail lors de la journée du 8.

En conclusion, nous avons comparé le poster proposé par Lire et Ecrire, qui donne une présentation en cercle et colorée du cadre de qualité et notre escargot. La réflexion du groupe fut de dire que sur le poster, le participant n'était pas inclus visuellement dans le schéma; lui aussi participe aux critères de qualité, en est un élément dynamique qui par son implication, va les modifier, évoluera autant qu'il les fera évoluer, se glissera ou non dans sa coquille!

Les participants ont pris rendez-vous à la gare le 8 septembre à 8h15, mais aussi à des rencontres futures: "*Quand continue-t-on ce travail?*"

Pour Alpha 5000, la démarche proposée par Lire et Ecrire vient renforcer les projets de l'équipe et du public en présence, qui sont: réfléchir à la structure en place, mettre en œuvre des modalités et des lieux de concertation, des modalités d'évaluation qui font preuve qualitativement du projet.

Nathalie DONNET
Alpha 5000

Charleroi: création d'un conte sur la certification

L'objectif de la démarche consistait en la création par les stagiaires d'une fresque exprimant un de leurs désirs d'amélioration de la formation en alphabétisation: l'obtention d'une certification officielle. Cette fresque était destinée à être présentée à Bruxelles lors de la rencontre des apprenants sur les critères de qualité.

En effet, pour le moment, les stagiaires reçoivent régulièrement une attestation de présence et, en fin d'année, une attestation de fréquentation décrivant les contenus de la formation.

Malheureusement, cette dernière n'a qu'une valeur très relative car toute personne qui suit régulièrement les cours la reçoit. Le contrôle des acquis n'est validé que selon des critères internes, la FUNOC-Lire et Ecrire Charleroi n'ayant pas le droit de remettre de certificat officiel. Si bien que, le plus souvent, ce papier ne sert que vis-à-vis de l'ONEM et, d'après les stagiaires, il les handicape, par exemple lorsqu'ils veulent suivre une formation ou postuler pour un emploi car l'étiquette "analphabète" leur est tout de suite apposée...

L'animation a été découpée en 6 séances dont voici le déroulement.

Première séance

Les stagiaires sont invités:

- à exprimer leur représentation de la situation actuelle;
- à cerner l'écart entre cette situation vécue et celle qu'ils souhaiteraient;
- à formuler une demande collective qui allie envies personnelles et besoins collectifs.

Au terme de cette première séance, les stagiaires se sont mis d'accord sur leur désir commun d'obtenir un certificat officiel qui reconnaît leurs savoirs, compétences et volonté de se réinsérer dans la société (les stagiaires sont amenés à organiser leur journée en fonction de leurs cours, tout comme un travailleur le fait en fonction de son emploi). Ce certificat officiel pourrait les aider à trouver plus facilement du travail ou à entamer des formations.

Deuxième séance

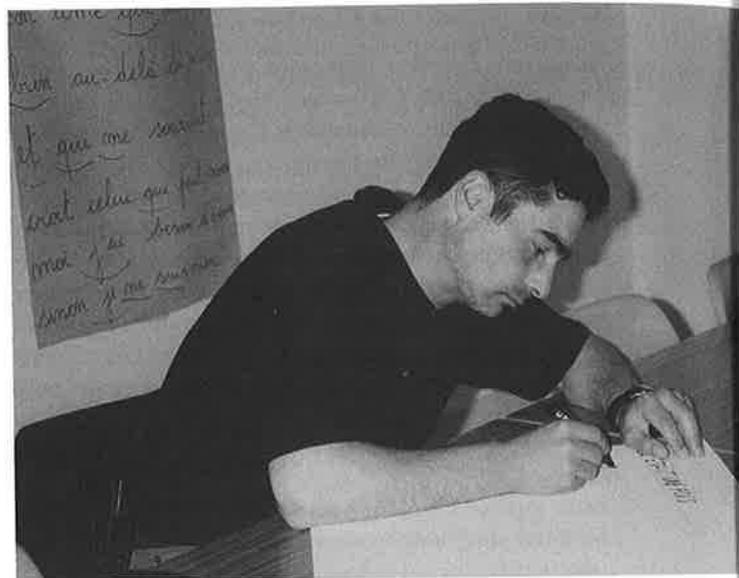
Les stagiaires choisissent à présent un mode d'expression pour présenter leur travail le 8 septembre. Après avoir pris connaissance d'un conte avec un schéma narratif très simple, ils décident d'adopter ce mode d'expression. Ils inventent donc la trame d'une histoire qui reprend les différents éléments qui structurent un conte. Ils choisissent de créer un conte basé sur des éléments réels et qui comporte deux fins: une fin heureuse (avec certification) et une fin malheureuse (sans certification).

Voici les éléments qui serviront de trame à leur conte:

Qui: David, 29 ans

Où: à Charleroi

Quand: en 2000



Situation de départ: David est au CPAS. Il habite à Marcinelle, dans une cité de cas sociaux. Il voudrait être soudeur. Il voudrait avoir une maison, une famille. Il voudrait se faire respecter dans la société, avoir une identité. Il voudrait profiter des progrès de la société, de l'Europe.

Le problème: Il a des difficultés pour lire et écrire.

La réaction: Il se renseigne auprès du CPAS pour apprendre à lire et à écrire. Le CPAS lui donne le numéro de téléphone de la FUNOC. Il prend rendez-vous et décide de suivre la formation.

L'aide: A la fin de la formation, il reçoit un certificat officiel ou une attestation de fréquentation.

La fin de l'histoire: S'il a reçu un certificat officiel, il a confiance en lui et peut commencer une autre formation. Son travail a été reconnu par la société. Par contre, s'il a reçu une attestation de fréquentation, il ne peut pas suivre une formation et ce papier n'a aucune valeur. Il est obligé de se contenter de petits boulots imposés par le CPAS.

Troisième séance

Les stagiaires retravaillent maintenant la trame du conte en triant les informations retenues et en écrivant les phrases qui serviront ensuite à partager l'histoire en séquences. Chacune de ces séquences donnera lieu à la création d'une fresque.

Ces séquences sont les suivantes:

Séquence 1: Il était une fois un jeune homme de 29 ans qui s'appelait David. Il habitait à Marcinelle dans une cité sociale.

Séquence 2: Il rêvait d'avoir une maison et une famille. Il voulait se faire respecter dans la société, avoir une identité. Il voulait bénéficier des avantages qu'offrait la société.

Séquence 3: Malheureusement, il ne savait ni lire ni écrire, et donc, il ne savait pas faire des études. Qui pourrait l'aider?

Séquence 4: Il se renseigne auprès du CPAS qui lui donne le numéro de téléphone et l'adresse de la FUNOC. Il téléphone et prend rendez-vous.

Séquence 5: Il commence à suivre une formation en alphabétisation à la FUNOC. Il y est resté longtemps... et qu'a-t-il obtenu à la fin?

Séquence 6:

A. Un certificat officiel qui montre qu'il a réussi ses cours et qu'il sait lire et écrire.

B. Une attestation de fréquentation.

Séquence 7:

A. Grâce à cela, il a pu avoir accès à une formation.

B. Avec ce papier, il a voulu s'inscrire dans une formation. On lui a répondu que l'attestation ne prouve pas qu'il est capable de suivre une formation, ni qu'il sait lire et écrire.

Séquence 8:

A. Maintenant, il comprend mieux la société, il se débrouille seul et peut envisager l'avenir sous un jour meilleur. Enfin, il a trouvé sa place.

B. Tout recommence à zéro: il reste au CPAS et doit faire des boulots difficiles qui ne l'intéressent pas. Il sera toujours manipulé. Et pourtant, il sait lire et écrire!

Quatrième séance

Suite à une discussion sur la manière d'organiser les panneaux (rapport texte-illustration, type de caractère...), les stagiaires organisent l'espace de leur affiche et commencent à recopier les différentes séquences du texte.

Cinquième et sixième séances

Les stagiaires poursuivent la réalisation des affiches (dessins et travail de finition) et le travail terminé, ils évaluent le résultat.

En conclusion

Au-delà de la préparation de la journée du 8 septembre, la demande de certification émise par les stagiaires dépasse largement la remise d'un petit papier et pose de réelles questions sur la dignité humaine et la justice.

En effet, la vraie demande exprimée à travers la réalisation de ce projet concerne plutôt la reconnaissance d'une identité, d'une place que toute personne devrait avoir dans la société. Alors que certains bénéficient d'une place "acquise", d'autres doivent se battre pour avoir la reconnaissance qu'ils méritent...

Chacun a le droit, indépendamment de son niveau de qualification d'être reconnu dans ses efforts, ses acquis, son travail.

Chacun a le droit de revendiquer un accès à l'éducation via des formations de qualité reconnues hors des murs des centres d'alphabétisation.

Nadia BARAGIOLA
Elizabeth CRUQUENAIRE
FUNOC-Lire et Ecrire Charleroi

*La fresque réalisée
par les stagiaires est reproduite p. 36*



Centre-Borinage: le 8 septembre, nous partirons tous ensemble à Bruxelles



Le 8 septembre, nous partirons tous ensemble à Bruxelles. C'est au Centre Culturel du Botanique que nous fêterons ensemble, toutes régions confondues, cette Journée internationale de l'alphabétisation. Oui, mais il y a 2 mois et demi que nous ne nous sommes pas vus (pas vus dans le cadre de la formation car de nombreux apprenants viennent nous dire un petit coucou durant les vacances).

Et si nous avions déjà quelque peu préparé l'événement, nombreux de nos stagiaires sont partis vers d'autres cieux, ont démenagé, trouvé du travail, suivent d'autres formations ou ne sont pas encore rentrés de vacances.

Ce 1^{er} septembre, nous voilà donc réunis dans le réfectoire, malheureusement peu nombreux car la rentrée des classes a empêché quelques mamans de nous rejoindre; d'autres sont venus avec leurs enfants, estimant que le vendredi était un bien drôle de jour pour la rentrée.

Il nous paraît d'abord essentiel de présenter les différents ateliers qui seront rassemblés en ce 8 septembre et de choisir celui dans lequel chacun s'inscrira. Nous passons bien entendu sous silence que nous animerons l'atelier numéro deux, cela ne doit pas être un bon motif pour s'y inscrire...

Les idées fusent pour quatre des six ateliers, les deux autres ne suscitent pas l'enthousiasme: trop abstraits sans doute...

Mais la bonne humeur est là, on est tous très heureux de se revoir. Elisabeth tente même un chant et Catherine embraille.

On rit, on s'amuse, une voix lance: "*c'est aussi pour ça qu'on vient ici, pour chanter*". Allez savoir pourquoi, spontanément sans qu'aucune formation ne vienne jamais formaliser la chose, chanter à Lire et Ecrire Centre et Borinage fait partie de nos habitudes. Les animateurs et les stagiaires du Collectif Alpha de Molenbeek se souviennent d'ailleurs d'une rencontre de laquelle chacun est retourné aphone d'avoir chanté son pays, sa culture, ses préférences; chacun se rappelle les youyouos algériens, les chants kabyles, turcs, kurdes et belges qui en avaient ému plus d'un.

Chanter sur scène ce 8 septembre, pourquoi pas? D'aucuns seraient prêts à le faire. Mais il nous faudrait alors quelques solides heures de répétition et de mise au point et nous n'en avons pas le temps. Dommage mais ce n'est que partie remise.

Cependant l'idée est là: on vient aux cours pour apprendre à lire et à écrire mais aussi pour bien d'autres choses. On en fait la liste. Certains osent l'humour, la moquerie, la dérision.

C'est d'accord, c'est ce que nous présenterons à Bruxelles. L'humeur étant au beau fixe ici, nous le ferons savoir là-bas.

On se donne rendez-vous pour le 8 à la gare de La Louvière Centre. Ce jour-là, les voyageurs du train de 8 heures 39 pour Bruxelles se souviennent d'une voiture où tout le monde chantait. Certains nous ont confié que le temps ne leur avait jamais semblé si court et qu'ils allaient écrire à Isabelle Durant pour lui demander des trains chantants.

Anne DELHAYE

Lire et Ecrire Centre-Borinage





8 septembre: les ateliers du matin

Aller au cours, ce serait plus facile si...	16
Pourquoi allons-nous au cours d'alpha?	17
De quels formateurs avons-nous besoin?	18
Y a-t-il un droit à l'alphabétisation pour tous?	20
Comment montrer ce que nous savons?	22
Ma formation est finie, qu'est-ce que je fais?	24

L'organisation de cette Rencontre a bénéficié du soutien
de M. Willy TAMINIAUX, Ministre de l'Éducation permanente de la Communauté française

Aller au cours, ce serait plus facile si...

Les apprenants étaient au nombre de plus ou moins 25 personnes à l'atelier. Ils semblaient être en confiance et répondre assez facilement aux questions posées par l'animatrice. Celle-ci indiquait de temps en temps des mots au tableau et reformulait fréquemment ses questions.

C'était souvent les mêmes personnes qui prenaient la parole. En donnant la parole à tout le monde, l'animatrice essayait que les personnes qui s'exprimaient peu disent aussi ce qu'elles pensent.

A la fin de l'atelier, lors d'un nouveau tour de parole, tous avaient l'air satisfaits du déroulement de l'atelier et, pour eux, tout avait été dit.

Voici ce qu'ils nous ont dit sur ce qui faciliterait leur accès au cours:

Garderie

- une garderie au sein de Lire et Ecrire

Transports

- des moyens de transport entièrement gratuits pour tous (et pas uniquement pour les personnes sous contrat)
- les déplacements en voiture remboursés au km
- un car de ramassage car les bus sont peu fréquents dans les villages
- des chauffeurs de bus qui s'arrêtent à l'arrêt
- des cours organisés près du domicile

Locaux

- des locaux suffisamment spacieux
- des locaux bien chauffés
- de l'espace pour pouvoir circuler autour des tables
- des ordinateurs dans la salle de cours
- des locaux uniquement pour Lire et Ecrire, qui ne doivent pas être partagés avec une autre association

Groupes

- des groupes de 8 à 10 personnes maximum
- le respect des niveaux d'apprentissage dans les groupes

Formateurs

- un plus grand nombre de formateurs
- des formateurs qui font le lien pour régler les difficultés de l'apprenant à l'extérieur
- des formateurs qui expliquent individuellement à l'élève qui n'a pas compris la matière plutôt que devant tout le groupe car alors les autres s'ennuient
- des formateurs plus exigeants sur la ponctualité des apprenants qui viennent au cours
- des formateurs plus clairs dans leurs explications car parfois les apprenants ne comprennent pas ce que dit le formateur

Horaire

- plus de souplesse dans les horaires de cours
- il ne devrait pas y avoir de liste d'attente pour entrer dans un cours
- les cours devraient être ouverts tout au long de l'année
- les cours de français langue étrangère devraient s'ouvrir en septembre comme les cours d'alphabétisation

Carte d'étudiant

- une carte d'étudiant pour avoir des réductions sur les entrées (cinémas, etc.)

Information

- faire connaître Lire et Ecrire par la télévision, l'audiovisuel, le bouche à oreille car trop peu de personnes connaissent Lire et Ecrire

Jacqueline DEMOITIÉ
Lire et Ecrire Liège-Huy-Waremme



Pourquoi allons-nous au cours d'alpha?

Pour cet atelier, nous voilà installés par Monsieur Régisseur dans le café-théâtre avec les recommandations d'usage: surtout ne pas fumer, les fauteuils risqueraient de prendre feu...

Les participants, la toute grande foule, prennent la parole tour à tour dans un climat convivial mais néanmoins très ordonné. Je les en remercie. Qu'aurions-nous pu tirer de toutes ces paroles si elles étaient venues dans le brouhaha!

Mais il est temps maintenant d'appréhender au mieux tout ce qui s'est dit.

Tout d'abord, **lire et écrire sont considérés comme des besoins au même titre que manger et boire.** Communiquer est vital, permet d'approcher les autres, lire fait partie de la vie, on en a besoin tous les jours: *lire les pancartes, les prix dans les magasins, faire les papiers de l'école des enfants, remplir les papiers des contributions, passer son permis de conduire, prendre seul(e) le tram, lire le courrier des enfants, consulter le bottin, payer ses factures, lire un règlement de travail, lire les contrats, ne pas se faire arnaquer, faire les achats de la rentrée scolaire, répondre aux cartes de condoléances, voter, faire des virements, lire les explications dans les gares, lire la carte au restaurant, reconnaître les produits dangereux, les doser, vérifier dans la liste des ingrédients d'un aliment qu'il n'est pas composé de produits interdits pour notre santé ou notre culture, s'expliquer avec le médecin, vérifier sa monnaie, son ticket de caisse, remplir des constats d'accident...*

Lire et écrire, un besoin mais aussi un plaisir: *lire des romans, des bandes dessinées, lire le journal pour connaître ce qui se passe dans le monde, être seul(e) à connaître les secrets, se parler entre voisins d'autres origines, visiter internet, ne pas attendre la disponibilité des autres, gagner la liberté, connaître d'autres cultures, profiter des pauses câlins d'avant dodo pour raconter ou lire des histoires aux enfants ou petits-enfants, être fier de ne pas faire des fautes, avoir la joie de ne plus être en retard à l'école et les aider à suivre le rythme scolaire, choisir ses menus au restaurant.*

Lire et écrire, un besoin, un plaisir mais aussi un outil d'insertion: *trouver un travail, suivre une formation qualifiante, pour un délégué syndical se montrer digne de la confiance de ses collègues en travaillant au mieux pour la défense de leurs droits.*

Deux personnes de Bruxelles nous expliquent la chance qu'elles ont eue de pouvoir suivre des cours d'alpha sur leur lieu et dans leur horaire de travail, chance qu'ont saisie de nombreux collègues.

Et puis, tout autour de cela, **ce que venir à Lire et Ecrire nous apporte:** *les amis, la communication, la joie d'être ensemble, fêter les anniversaires, goûter les spécialités d'autres pays, se connaître entre gens d'origines différentes, sortir de chez soi, de la cave (était-ce symbolique?), partager avec d'autres, avoir des amis belges, taquiner les formatrices, s'entraider, se sentir bien avec d'autres.*



Presque tous parlent de la peur qu'ils ont connue lors de leur inscription, de l'angoisse d'aujourd'hui devant l'arrivée de l'euro, d'autres de la honte de ne pas savoir lire. Sensation qui n'est pas acceptée par tous: une personne nous dit qu'il n'y a aucune honte à être en chaise roulante et fait le parallèle avec les difficultés en lecture. Mais cette notion de handicap est toujours là... Une personne nous dit: *"On se sent comme une bête"*, idée que j'ai déjà entendue dans la bouche d'un apprenant il y a quelques années, d'autres parlent d'invalidité et un mot revient toujours en famille: blocage, bloqué, bloquer...

Et, pour terminer, les encouragements à tous, ceux qui sont venus, ceux qui n'ont pas pu, ceux qui n'ont pas osé s'inscrire... Avec le message d'une dame: *"Aujourd'hui, on s'ouvre, on voit le soleil"*.

En tant que formatrices, nous avons passé un moment fort, plein d'émotion où chacun et chacune s'est donné le droit à la parole, à un témoignage...

Avec aussi beaucoup de respect les uns par rapport aux autres, en effet, l'écoute a été présente tout au long de l'atelier... Là aussi, ce fut pour nous une belle leçon d'humilité... Les habitués aux réunions que nous sommes devraient en prendre de la graine!

Anne DELHAYE
Lire et Ecrire Centre-Borinage

De quels formateurs avons-nous besoin?

Pour animer l'atelier, nous avons choisi de faire confiance dans les capacités et les potentialités de l'apprenant afin de lui restituer son rôle d'acteur social, autonome et réfléchi.

Dès lors notre rôle d'animateur se réduisait à celui d'un simple catalyseur. Une espèce de "maïeutique" qui se limitait à favoriser l'éclosion des idées et nourrir la réflexion des participants.

A partir de deux supports matériels constitués d'images, les participants ont d'abord reconnu la différence entre une classe traditionnelle et une salle de cours d'adultes en formation. Cette démarcation les a ensuite conduits à réfléchir sur la spécificité du rôle d'un formateur pour une alphabétisation de qualité.

Qualités attendues d'un formateur

Au terme d'un échange fructueux et fort enrichissant, les 45 participants à cet atelier sont arrivés à tracer le profil d'un "bon formateur".

L'ensemble des caractéristiques dégagées dans les débats en sous-groupes et lors de la mise en commun étaient regroupées autour de deux axes.

Le premier axe concernait toutes les caractéristiques que les apprenants ne tolèrent pas chez un formateur: un "mauvais" formateur. Le second axe concernait l'ensemble des qualités et des vertus que les apprenants attendent d'un "bon" formateur.



Premier axe: le "mauvais" formateur

raciste – raciste mortel – raciste et méchant – vulgaire – hypocrite – de mauvaise humeur – agressif – qui a une mauvaise écriture – nerveux – triste – qui manque d'initiative – qui n'articule pas bien quand il parle – qui a une mauvaise articulation – sévère – qui parle méchamment – égoïste – pessimiste – qui parle trop – infernal – qui entretient des "petits chouchous" au sein du groupe – injuste – partial

Deuxième axe: le "bon" formateur

gentil – très sympathique – qui sait saluer tout le monde – qui traite convenablement les gens – intelligent – patient – de bonne humeur – qui sait créer un climat de confiance – capable d'enseigner – tolérant – souriant – diplomate – disponible – confiant – créatif – à qui on peut parler avec confiance – calme – énergique – démocrate – qui traite tout le monde de la même façon – pas raciste – non fumeur – qui explique doucement – qui explique clairement – compréhensif – qui a la volonté de faire comprendre tout le monde – qui respecte le rythme d'apprentissage de chacun – respectueux – qui rend le cours facile et amusant – bien formé – pas agressif – un peu psychologue – amical – intellectuel – polyglotte – qui aime les gens dans leur différence – qui est capable de se remettre en question – qui fait lire – ponctuel – jamais en retard – qui comprend un peu les langues étrangères – présentable – qui est comme tout le monde – qui donne des devoirs – qui sait créer une ambiance favorable à l'apprentissage – qui est conscient du fait que nous sommes tous d'Adam et Eve

Ces termes "bruts" peuvent contenir un sens plus profond qui nous interroge en tant que formateur.

Quel écho du discours des apprenants?

Pour une alphabétisation de qualité, le profil du "bon" formateur concocté par les apprenants génère un certain nombre d'éléments de réflexion. Nous en relevons principalement deux.

Le profil "relationnel" d'un bon formateur

Une partie des qualités attribuées par les apprenants au bon formateur relève de la relation que celui-ci arrive à créer avec eux. Quand ils parlent de formateur *sympathique, de bonne humeur, tolérant, disponible, qui traite tout le monde de la même façon, pas raciste, compréhensif,...*, ne parlent-ils pas en réalité des conditions indispensables à tout apprentissage, précisément celles dont n'ont pas bénéficié les personnes qui ont connu l'échec scolaire, celles qui peut-être leur ont semblé cruellement absentes lors de leur scolarisation?

Les compétences pédagogiques d'un bon formateur

Le profil d'un bon formateur pose également le problème de compétences requises aux niveaux du savoir, du savoir-faire, du savoir-être et même du savoir-devenir. En d'autres termes, le niveau de formation, la méthodologie mise en œuvre par le formateur, le comportement de ce dernier et sa capacité à se remettre en question sont autant d'éléments d'appréciation d'un bon formateur. N'est-ce pas ce qu'exigent les apprenants à travers des termes comme *intelligent, capable d'enseigner, qui sait créer un climat de confiance, qui explique clairement, capable de se remettre en question...*?

Le discours des apprenants est explicite. Une alphabétisation de qualité requiert des formateurs qualifiés et compétents. Mettre en place une structure de formation systématique des formateurs, stabiliser l'emploi dans le secteur de l'alphabétisation, adopter une politique de motivation et de rémunération des formateurs sont autant de facteurs qui constituent le prix à payer pour une alphabétisation de qualité. C'est de cette façon que la voix des "sans voix", celle des analphabètes telle qu'elle s'est exprimée en cette journée mémorable, pourra rencontrer un écho dans le "monde de l'écrit".

Pierre MUANDA
Lire et Ecrire Brabant wallon



Y a-t-il un droit à l'alphabétisation pour tous?

"C'est difficile de reconnaître ses difficultés et de s'entendre dire par ses enfants que l'on ne sait pas..."

"C'est difficile de sauter le pas, de pousser la porte et d'avouer que l'on ne sait pas..."

"C'est difficile ce manque de respect de certains dans les quartiers populaires par rapport au fait que je retourne au cours..."

"Aller au cours, c'est pour moi, prendre une revanche contre l'injustice qui m'entoure..."

Une volonté grandissante et la peur franchie ont amené ces personnes des quatre coins de Wallonie à s'inscrire à différentes formations: remise à niveau en français, en calcul, apprentissage du français langue étrangère... Qu'ils aient eu une semaine de formation ou qu'ils y soient depuis plusieurs mois, tous avaient leur mot à dire sur le contenu de celle-ci, sur son organisation mais aussi sur le centre de formation qui les accueille. Une discussion a alors eu lieu autour de la question: Y a-t-il un droit à l'alphabétisation pour tous? La réponse a été la suivante: **Oui, le droit à l'alphabétisation existe mais il n'est pas égal pour tous!**

En ce qui concerne le lieu de formation

Les formations devraient se dérouler le plus près possible du domicile des personnes ou, tout au moins, avoir la possibilité d'une formation accessible en transport en commun avec un maximum de 30 min. par trajet.

Là où il y a inégalité, c'est que tous les stagiaires ne sont pas remboursés de leurs frais de transport de la même manière ou ne le sont parfois même pas du tout. *"1200 francs d'abonnement mensuel, c'est un peu lourd pour mon budget..."*

Un droit égal à l'alphabétisation = un droit aux indemnités pour tous.

Les conditions pour bien apprendre

Au point de vue des horaires

Tous sont d'accord avec l'avis que 10 heures de cours par semaine sont nécessaires pour apprendre et progresser. L'inégalité consiste ici dans le fait que certains ont un nombre d'heures élevé et imposé alors que d'autres ont peu d'heures de formation et qu'ils en souhaiteraient plus.

Solution envisagée: un nombre d'heures minimum devrait être imposé (10h/sem.) et celui-ci ne pourrait être augmenté que si la personne le désire et peut en plus l'assumer. Ceci permettrait d'éviter des conflits, des problèmes d'absences, de justifications... mais aussi des problèmes de concentration et d'attention. *"Il faut être motivé pour être en formation et le nombre d'heures ne devrait plus être un frein et un facteur démotivant..."*

Au point de vue des locaux

Pourquoi certains ont-ils de petits locaux qu'ils doivent se partager alors que d'autres ont à disposition un grand local bien aménagé?

Atelier 4

Y a-t-il un droit à l'alphabétisation pour tous ?

ALPHABÉTISATION
un droit pour tous
UN CADRE POUR ÉVOLUER
VERS PLUS DE QUALITÉ

Rencontre au centre culturel
du Botanique à Bruxelles
08/09/2000
de 16 à 17h30



Des moyens supplémentaires permettraient aux centres de formation de posséder des locaux plus grands, agréables et disponibles. *“Eviter de déménager de local en local permettrait de ne plus perdre de matériel et de temps...”*

Un droit égal à l’alphabétisation = un droit à des locaux identiques pour tous.

Au point de vue du matériel

D’un centre de formation à l’autre, les différences à ce niveau sont assez importantes.

Première constatation: certains disposent d’un ordinateur, d’une photocopieuse, de nombreux manuels... d’autres ont des difficultés à trouver un dictionnaire bilingue et tout autre élément indispensable. Certains bénéficient même de matériel scolaire alors que d’autres se partagent gommages et crayons...

Deuxième constatation: les stagiaires éprouvent souvent un manque quant au matériel pédagogique s’ils désirent travailler seuls. En effet, ils jugent souvent ce matériel inadapté à leur niveau de connaissances. *“Les formateurs ne devraient pas avoir de craintes à nous donner de temps en temps à lire des histoires pour enfants. Elles sont souvent plus faciles à comprendre qu’un article de journal et on peut les raconter à nos enfants en retour. Quelle récompense pour nous qui avons des difficultés en lecture.”*

Solutions:

- plus de moyens pour plus de matériel adapté, permettant aux stagiaires de travailler plus en autonomie (manuels, cd rom, livres accompagnés de cassettes audio...);
- importance de la solidarité dans/entre les groupes et entre les centres de formation pour permettre l’échange de matériel pédagogique si manque réel de moyens;
- idée d’installer une bibliothèque “faibles lecteurs” dans les centres de formation. Elle devrait disposer de livres en français facile, de périodiques, de journaux, de cassettes audio/vidéo et tout cela adapté aux besoins de lecture des stagiaires. Elle permettrait d’être plus à l’aise et en confiance par rapport aux livres. Elle serait un bon tremplin vers la bibliothèque communale qui semble souvent inaccessible.

Un droit égal à l’alphabétisation = un droit à l’accès à un matériel pédagogique adapté et un droit pour tous de disposer de fournitures scolaires.

Conclusion

A la fin de l’atelier, les participants avaient pour principale revendication:

Plus de moyens pour plus de formateurs, pour plus d’heures de cours, pour plus de matériel, pour des locaux plus agréables et mieux équipés au point de vue pédagogique.

Valérie GUERY

Lire et Ecrire Hainaut occidental



Comment montrer ce que nous savons?

Les consignes données par Dominique Bucheler, animatrice de l'atelier, étaient les suivantes.

Dans un premier temps, les stagiaires devaient, deux par deux, dresser une liste des choses qu'ils font dans la vie de tous les jours, qu'ils sont capables de faire. Les moyens d'expression étaient variés. Ils pouvaient utiliser des mots écrits ou dits, des images en vue de créer une "affiche-mémo". La durée de l'exercice était fixée à un quart d'heure. Les participants ont pris possession des lieux, de la scène et travaillaient avec de la musique classique en fond.

Ensuite, il s'agissait de réaliser une affiche commune qui montrait tous les savoirs et toutes les compétences évoqués afin de valoriser ce qu'ils savent faire et de le présenter oralement aux autres. Pour cela, ils se placèrent en cercle sur la scène.

Puis, il fut question de synthétiser les informations récoltées afin de conclure sur la certification ou le "comment montrer à l'extérieur ce que je peux faire".

Maintenant laissons la parole aux stagiaires...

"On n'a pas eu la chance d'aller à l'école, c'est pas de notre faute. Les autres ne sont pas gentils avec nous et ils nous martyrisent car on sait pas lire et écrire. Ils nous mettent à la porte."

"J'ai appris beaucoup de choses sans aller à l'école, grâce à mes enfants. J'ai appris à me débrouiller seule. Je sais voyager seule..."

"Le problème de ne pas savoir lire est un grave problème mais ce n'est pas pour cela que je n'ai pas su me débrouiller dans la vie. J'ai toujours travaillé comme ouvrière de presse, dans le bâtiment. Je sais faire à manger, le ménage, organiser des fêtes. Je suis bénévole avec des personnes dépressives. J'ai appris le français grâce aux autres, aux enfants. J'ai appris à lire, il y a 4 ans car j'avais fini de me consacrer à mes enfants, car j'ai connu le Collectif Alpha. C'était une chaîne, ma vie. Maintenant, c'est mon repos."

"J'aime bien lire. Je lis beaucoup de BD... J'aime bien les enfants, m'habiller, les fleurs. J'ai travaillé comme journaliste pendant 16 ans en langues africaines. Puis, j'ai eu ma fille et j'ai arrêté. Quand ma fille a eu 12 ans, j'ai trouvé un travail comme rédactrice pendant 6 ans et puis je suis partie. Maintenant, je suis à la maison. Je viens au cours car en restant toute seule à la maison, c'est pas gai. J'ai besoin de progresser."

"Je sais pas écrire, un peu lire car mes parents ne m'ont pas mis à l'école. Je fais un tas de trucs: manœuvre en boulangerie. Je fais des jardins, les tâches ménagères. Pour trouver une place, je sais pas. En noir, y a pas de problèmes."

"J'ai une place. Ça fait deux ans que je travaille plus car je suis manœuvre. On me paye 35.000 fb pour 40 ou 45 h. Mais seulement, je fais le travail d'un ouvrier."

"Mon français, c'est pas très bien. Je sais lire et écrire une année. Dans ma vie, j'habite à Tournai. Je fais la poterie, cuisiner, parler français et portugais. J'aime bien, je peins la nature. Je suis née en Amérique du Sud. Ma fille est née en Indonésie. Elle vit en Afrique. Elle travaille dans une association chrétienne. Elle mange avec les gens de la rue, à l'hôpital."

"Mon problème, c'est les langues. Je ne sais pas bien écrire avec ma main. J'ai déjà étudié l'anglais. Avant, j'ai travaillé pendant 5 ans et j'ai pas pensé étudier le français. Alors, pour trouver du travail, ils ont besoin de gens forts ou il faut connaître le français."

"J'ai un problème aussi par rapport à lire et écrire. J'avais peur. Je me cachais dans mon petit studio. Maintenant, je sors, je vais faire les courses. J'ai appris à aller au bus, à l'hôpital. J'avais un petit travail dans la protection des animaux, comme baby-sitter. J'adore les enfants. J'ai fait aussi de la boucherie. J'ai appris par des gens et amis à faire des dessins. J'ai appris chez un patron directement."

"Moi, j'ai appris la maçonnerie car mon père me prenait pour un garçon. J'aime les animaux, les enfants mais j'ai peur d'en avoir pour pas leur donner la même vie que j'ai eue. Je fais le nettoyage, le montage de fleurs. Je suis diplômée en commercial. J'ai très difficile à comprendre ce qu'on me dit. Je suis pas distraite. J'ai pas appris les mots qu'on emploie tous les jours. J'étais enfermée. Je ne sortais pas. J'ai peur du monde extérieur. Pendant deux ans et demi, j'ai plus parlé, plus écrit. Je suis allée voir un psychologue, un psychiatre pour comprendre le comportement de mon papa. Les autres, j'ai peur. Grâce à ma tante, j'ai repris confiance en les adultes. Elle m'apprend beaucoup de choses. Maintenant, je fais de la poésie mais je dois tout noter directement sinon j'oublie. J'exprime ce que je ressens. J'écris plein de poèmes à ma tante et elle en est fière. J'ai envie que les gens voient ce que j'ai vécu sans le vivre eux-mêmes. Je veux me faire connaître. Je me suis renseignée. Y a pas besoin de diplôme."

"Je suis A. L'école où j'étais, c'était une école pour handicapés. On apprenait à lire les panneaux des trains, les rues. J'apprends maintenant du traitement de texte par ordinateur. J'apprends l'informatique mais c'est pas l'informatique comme je veux moi. J'ai appris beaucoup. J'ai une farde remplie. La sixième année, c'est pour nous préparer pour aller dans les ateliers protégés. J'avais pris informatique et dactylographie en options. Mais j'ai dû arrêter en sixième. Je sais cuisiner avec un micro-ondes, pas avec une source de chaleur."

"Mon problème, c'est lire et écrire, c'est chercher courrier, c'est lire lettre. Je sais cuisiner, coudre, entretenir jardin. Mon métier, beau métier, ici, c'est pas possible. C'est faire des tapis en Algérie."

"Je sais pas lire et écrire. J'ai jamais été à l'école au Maroc. Je pourrais trouver du travail mais on me demande toujours pour lire et écrire. Parfois, je cherche du travail, j'en trouve. Mais s'ils te laissent un petit message, tu sais pas lire, tu fais pas ce qu'on demande, c'est une catastrophe."

"Je suis D.J., je sais pas lire mais j'arrive à animer des soirées privées mais pas en boîte car il faut lire. Si on veut plus, il faut un diplôme pour la télé et la radio."

"Je viens de Thaïlande. Je travaille en couture. J'ai suivi des cours avec S. Je fais la cuisine thaïlandaise."

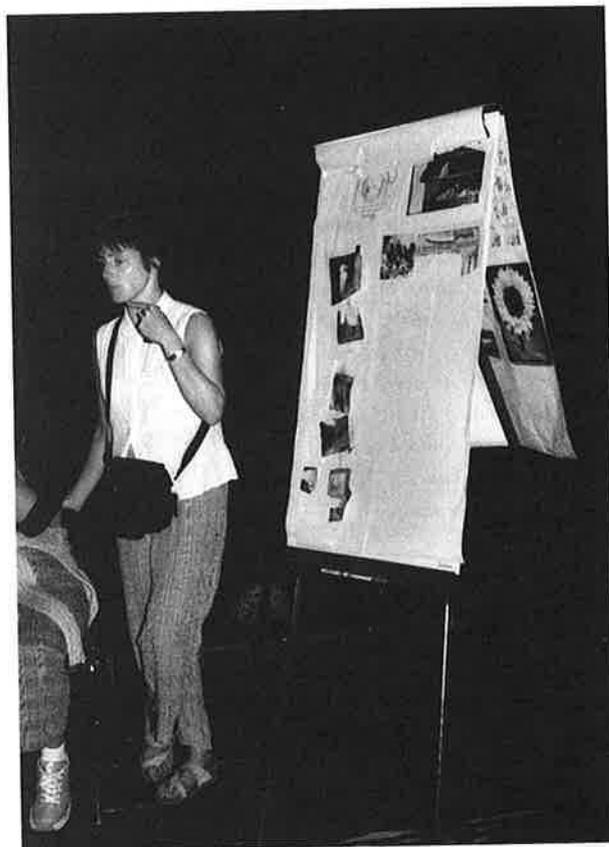
"En Italie, c'est pas le même français que j'ai appris. 'Oh nom de Dieu!'. C'est quoi ça, quand je suis venue ici. C'est pas la même façon. J'étais déçue. Je sais faire bureautique générale. Je sais faire tous les boulots mais je sais pas lire et écrire. Les personnes qui travaillent vraiment bien, c'est pas reconnu."

Qu'il est difficile de reprendre la parole après de tels témoignages, d'autant plus qu'ils ont été dit avec une extrême émotion. Certains ont laissé couler des larmes, d'autres se sont tus ou ont pris la fuite, l'espace d'un instant... Leur silence n'en était pas moins significatif face à la vive souffrance exprimée. Chacun s'est laissé aller et a livré son désarroi face à ses difficultés de lire et d'écrire, de s'insérer au sein de notre société.

Qu'elle soit diplômée dans son pays, peu importe pour cette femme, ici, son diplôme ne vaut rien!

Qu'il soit manoeuvre qualifié, peu importe pour cet homme, le patron ne reconnaît pas son travail à sa juste valeur, il l'exploite!

Qu'il ait travaillé des années, qu'il se soit blessé au travail et qu'on l'ait licencié, peu importe, il est désormais handicapé et ne sais pas dans quel travail postuler!



Qu'il n'ait plus peur, plus honte, qu'il soit devenu autodidacte, peu importe, il n'a pas de papiers qui montrent ses savoirs!

Qu'elle soit douée en poésie, peu importe si elle n'arrive pas à se faire publier, à se faire reconnaître!

Qu'il soit volontaire, qu'il veuille avancer dans son travail et avoir une promotion, peu importe, le patron n'a pas de diplôme à se mettre sous la main!

Quoi qu'ils fassent, peu importe... sans certification!

Ingrid VANOLST
Lire et Ecrire Charleroi



**Grâce à un soutien de
M. Hervé Hasquin, Ministre-Président
de la Communauté française,
chaque participant aux ateliers
a reçu un Chèque-Lire
d'une valeur de 500 BEF.**

Ma formation est finie, qu'est-ce que je fais?

Daniel et Salvatore lancent le débat en présentant le texte qu'ils ont préparé dans leur région:

*Ma formation est finie,
Je trouve un travail
Je fais une formation
Je fais un stage de 6 mois de jardinage
Je fais une formation pour aider les autres, les
personnes âgées, les enfants, les Africains
Je reste à la maison pour faire le ménage
J'apprends à faire la cuisine
J'apprends un autre métier
J'apprends à faire des photos
J'ouvre un commerce
Je suis des cours d'informatique
J'ouvre un manège
Je fais du yoga
J'écris des articles
Je lis des livres d'histoire
Je fais des livres
J'écris mon histoire
Je protège les animaux
J'achète un étang
Je fais des reportages ici et ailleurs
Je fais du bricolage, de la peinture, de la couture,
des dessins
J'éduque les adolescents éducateurs*

Premières réactions

*"Est-ce qu'on aura droit à ça?"
"Il faut encore beaucoup apprendre après..."*

Apprendre à lire et à écrire, c'est un début mais ce n'est pas suffisant, il faut plus:

*"Chacun doit trouver son chemin, ses rêves et croire
qu'on est capable."*

Ce chemin est ressenti par beaucoup comme le parcours du combattant:

"Quand on a fini la formation, on est apte à la vie normale mais on est handicapé car on est trop âgé ou on n'a pas d'expérience,..."

"C'est difficile de trouver du travail."

"On doit se battre, ne pas laisser tomber les bras surtout si on est jeune."

"Ça dépend de ton objectif!!"

Est-ce que lire et écrire est un objectif final?

Non, mais chaque jour de cours est un avancement. Au début, on a peur et même très peur de se lancer mais petit à petit, on devient plus franc.

Lire et écrire permet avant tout de prendre confiance en soi.

Est-ce un frein de ne pas savoir lire et écrire?

Oui, car même si on sait faire le travail, ce n'est pas suffisant.

Pratiquement tous les patrons demandent la maîtrise de la lecture et de l'écriture.

Certaines entreprises sont compréhensives, elles organisent des cours ou permettent à leur personnel d'en suivre. Il existe même des entreprises à pauses qui organisent des cours en fonction des pauses mais cela reste des exceptions.

Même chose dans d'autres domaines: le bénévolat, l'éducation des enfants,... On rencontre des personnes encourageantes et compréhensives mais le contraire est vrai aussi.

Ici, l'obstacle principal est la honte. On n'ose pas dire. On est gêné. Les autres ne se rendent pas compte du problème, ne



comprennent pas... C'est difficile de faire abstraction du jugement qui est vécu comme une blessure. Tout cela génère de la souffrance, du découragement.

"Moi, j'ai travaillé 22 ans dans une société, on m'avait proposé une place à responsabilités. J'ai dû refuser. J'ai pas expliqué mes problèmes. Je n'osais pas et eux n'ont pas imaginé."

Une fois votre formation finie, savez-vous ce que vous allez faire?

Lire et écrire, c'est une base pour rentrer dans la société.

Après, on peut trouver un travail ou une formation mais il n'y a pas que le travail: on peut s'intéresser à ses droits, à la politique, à la psycho ou à la musique...

"Quand on ne sait pas lire, on est exclu mais dès qu'on apprend à lire, on a un pied dedans..."

Globalement, les participants souhaiteraient être mieux informés des possibilités de formations post-alpha.

Elles sont rares dans certaines régions et ne sont pas réparties de manière égale sur l'ensemble du territoire.

Certains peuvent suivre leur formation en alpha et leur formation qualifiante dans le même lieu comme à la FUNOC mais ce n'est pas toujours possible car cela demande une infrastructure très grande qui n'est pas adaptée à toutes les régions.

Il serait aussi intéressant que les formations alpha soient reconnues, qu'il existe un diplôme à la clé.

Les personnes qui viennent de l'enseignement spécial se sentent lésées. Elles ont l'impression d'avoir été orientées vers le spécial car leur rythme était plus lent mais cela a eu des répercussions graves sur leur existence.

Une participante s'interroge sur les raisons de l'analphabétisme dans un pays où l'enseignement est obligatoire jusqu'à 18 ans. Différentes raisons sont évoquées: la famille, l'école, le sur-nombre dans les classes.

Les dyslexiques ou ceux qui viennent de milieux moins favorisés se retrouvent dans le fond de la classe. Il faudrait s'attaquer au problème à la base c'est-à-dire dès l'école primaire, intervenir dès que l'enfant a un problème.

Il est donc nécessaire de financer l'enseignement. L'exclusion commence à l'école. La société est de plus en plus duale. Le fossé entre riches et pauvres se creuse. Mais on peut constater le même écart entre les savoirs. Il y a des différences énormes entre les savoirs des uns et des autres.

La société évolue mais demande de plus en plus de compétences, notamment à l'écrit.

L'informatique est entrée partout. Le chômage aidant, les patrons choisissent les plus "forts". Différents éléments augmentent le

chômage: l'informatique, la robotisation, l'Europe et la monnaie unique, mais surtout la mondialisation. Les sociétés s'installent là où la main-d'œuvre est la moins chère. C'est un système "mal-honnête" mais puisque nous achetons quand même...

C'est un changement de mentalité qui est nécessaire.

Quelles sont vos attentes?

Les participants souhaiteraient être mieux informés des possibilités de formation. Ils souhaiteraient aussi un financement pour augmenter le nombre de lieux de formation post-alpha et permettre une meilleure répartition entre les régions. Il est important que nos dirigeants soient informés, qu'ils prennent conscience des problèmes, qu'ils rencontrent et parlent aux plus exclus. Il est nécessaire que les médias informent le grand public des possibilités de suivre une formation en alpha.

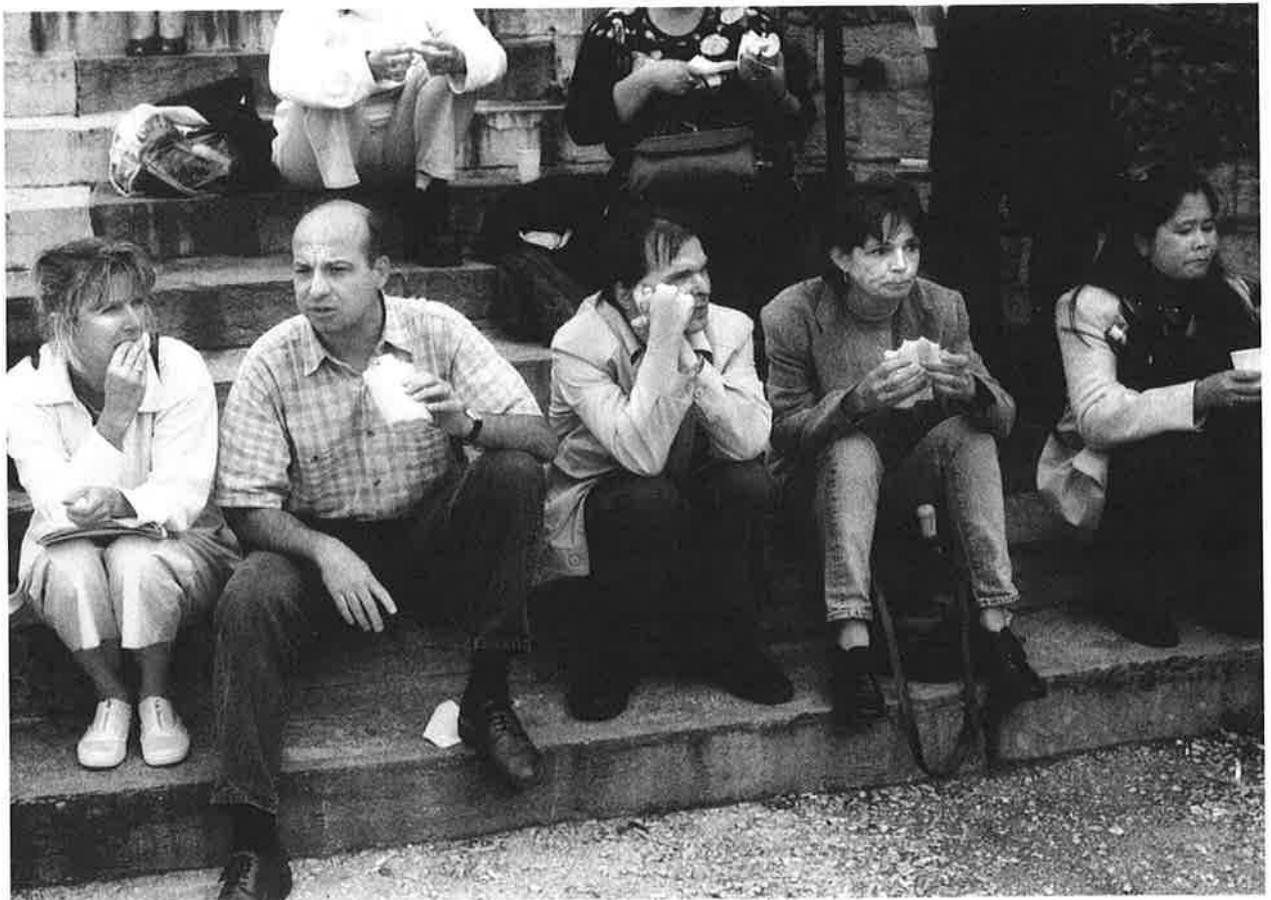
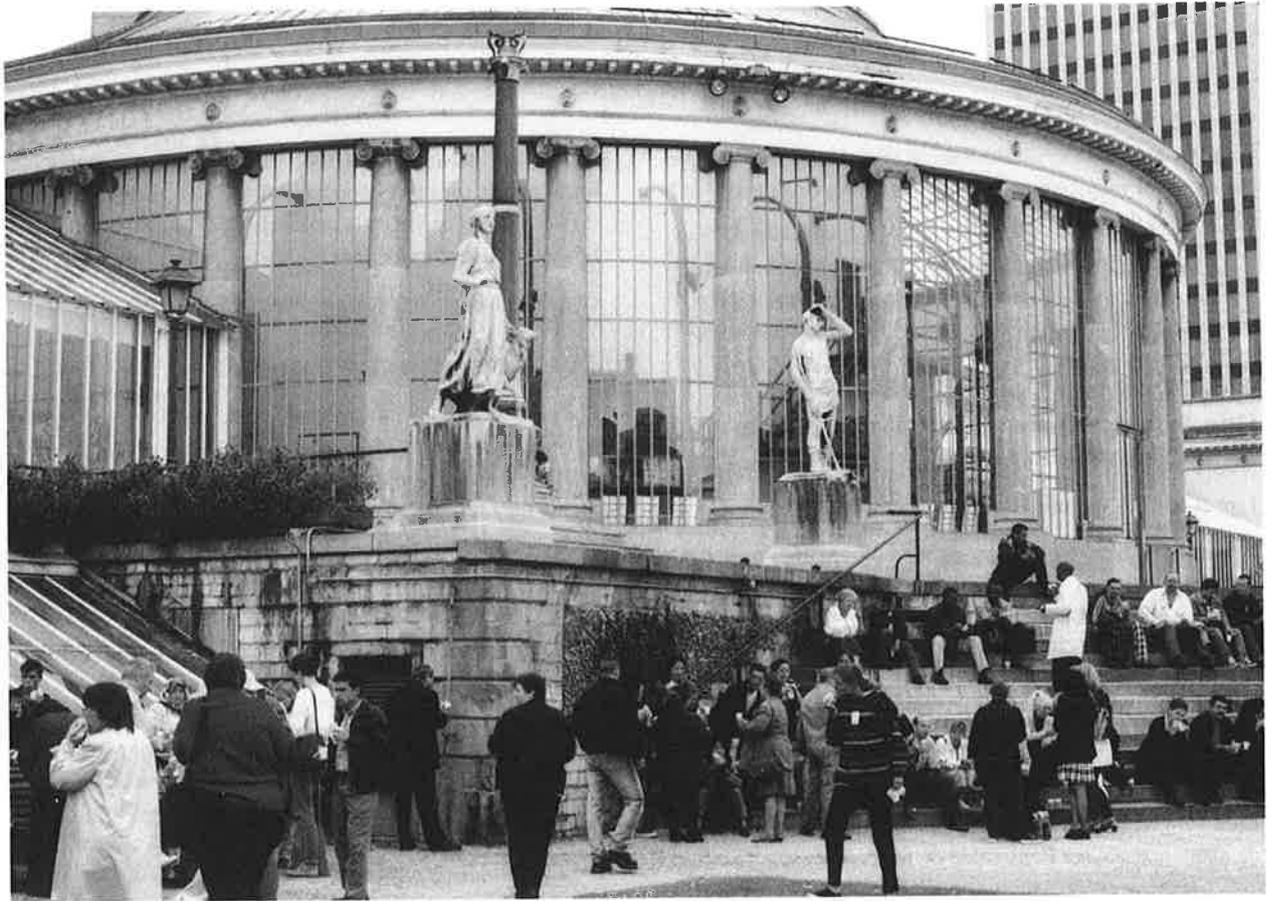
Que souhaitez-vous après votre formation?

*Une place stable, travailler avec des personnes âgées
L'électricité, la menuiserie
Travailler dans le bâtiment
Guide touristique
Etudier la cuisine
Je ne sais pas
La soudure
Professeur en alphabétisation
Le bâtiment, la menuiserie
Designer de vêtements
La décoration
Tenir un crayon et après on verra...
La cuisine
La coiffure ou la couture
Bénévole dans un hôpital ou au Resto du cœur
Aider les pauvres
La langue des signes
Passer mon CEB, puis auxiliaire polyvalente
Monter des roues de vélo
Me débrouiller
Je ne sais pas
Le jardinage
Educateur de rue
Le sport, le football
Moniteur de sport
La cuisine*

"Il faut se battre malgré la honte et qu'on nous donne les moyens."

"Il faut être positif..."

Françoise DUCHESNE
Alpha 5000





Les interventions de l'après-midi

<i>Qui serais-je sans Alpha!!</i>	28
Alphabétisation et éducation permanente en Communauté française	29
<i>Les 33 bonnes raisons de venir s'inscrire à Lire et Écrire</i>	31
<i>Aller au cours, ce serait plus facile si...</i>	32
<i>Et s'il y avait une offre suffisante...</i>	33
A propos de l'offre de cours en alphabétisation	34
<i>Obtenir une certification?</i>	36
La reconnaissance des compétences	37
<i>De l'alphabétisation à la formation qualifiante... un parcours du combattant!</i>	38
Le lire et l'écrire dans l'insertion socio-professionnelle	39
Le droit à l'alphabétisation	40
Le point de vue du Ministre	41

Qui serais-je sans Alpha!!



Chacun de nous a quelque chose de différent à apporter dans le monde: le quartier, le pays, la planète, ont besoin de nous.

savez-vous comme ça fait mal d'avoir de bonnes idées et de ne pouvoir les exprimer et les communiquer avec les autres!

Qui serais-je sans Alpha!!

Tu m'as accueillie comme une mère généreuse qui éduque ses enfants.

Qui serais-je sans Alpha!!



Tu m'as montré que dans la vie, il n'existe pas de réalisation, de rêve, sans personne d'appui, sans outils.

Qui serais-je sans Alpha!!

Et comme je rêve d'aller loin, je voyais tous les chemins plein d'épines avec mes pieds nus! Pourtant, tu m'as aidée à clarifier la route.

Qui serais-je sans Alpha!!



Tu m'as aidée à analyser et à creuser ma vie intérieure. Et quand je pouvais plus loin, je me sentais perdue, et ma vie était lourde, comme la colère d'un roi qui fait briser le coeur de son peuple.

Qui serais-je sans Alpha!!



Tu m'as fait découvrir que, à chaque âge de la vie il n'est jamais trop tard. Et tu as donné la chance à tous: ceux qui veulent redémarrer et recréer leur vie, malgré les contraintes et le déséquilibre de la société, lesquels ne peuvent être mis à l'écart car il n'existe pas de réalisation, de projet, sans souffrance.

Qui serais-je sans Alpha!!

J'ai repris le chemin de l'école et voici que j'ai réussi mes examens théoriques avec 74 pour cent, grâce à Alpha.



ROSE BAMURANGIRWA

ALPHA 5000

Alphabétisation et éducation permanente en Communauté française

Intervention de France LEBON du Service de l'Éducation permanente

L'alphabétisation des adultes est une préoccupation majeure pour toute politique éducative et culturelle. Il est clair que la connaissance, la pratique et la maîtrise de l'écriture et de la lecture sont des instruments de base de l'exercice de la citoyenneté. Il est clair qu'une société n'a pas atteint la plénitude de son potentiel démocratique tant qu'elle génère ou laisse subsister de l'analphabétisme.

Les raisons de l'analphabétisme sont multiples. Il n'est pas nécessaire de les détailler pour affirmer que le premier investissement pour le résorber, est d'ordre éducatif et social.

Ce n'est pas le champ culturel qui peut affronter massivement le phénomène et agir tant sur les causes que sur les effets de la persistance voire la recrudescence de l'analphabétisme.

Cependant, le champ culturel, plus particulièrement le champ de l'éducation permanente, est fortement concerné et investi par cette préoccupation. La définition même du concept d'éducation permanente y oblige: éducation permanente signifie une démarche culturelle et associative visant à l'exercice d'une citoyenneté active et participative. Chaque citoyen doit pouvoir exercer cette citoyenneté comme il le souhaite.

L'alphabétisation est un des enjeux des actions menées par les nombreuses associations qui émergent au décret de 76 sur l'éducation permanente. L'asbl "Lire et Ecrire" qui coordonne le réseau des associations concrétisant cet enjeu est un des mouvements les plus dynamiques. Son action a permis d'inscrire une spécificité propre des apprentissages de la lecture et de l'écriture dans le cadre de projets culturels et de processus collectifs.

Le champ culturel est donc concerné par l'alphabétisation des adultes et le secteur de l'éducation permanente y réserve une priorité et la considère comme un enjeu premier.

Cette priorité est manifeste non seulement par le soutien structurel octroyé à l'asbl "Lire et Ecrire" et par les missions qui lui sont confiées par convention, mais aussi par la collaboration étroite et permanente qui se construit et se développe entre pouvoirs publics et monde associatif concernés par l'alphabétisation. Cette collaboration se poursuit tant au niveau de la Communauté française et des Régions wallonne et de Bruxelles-Capitale qu'au niveau international.

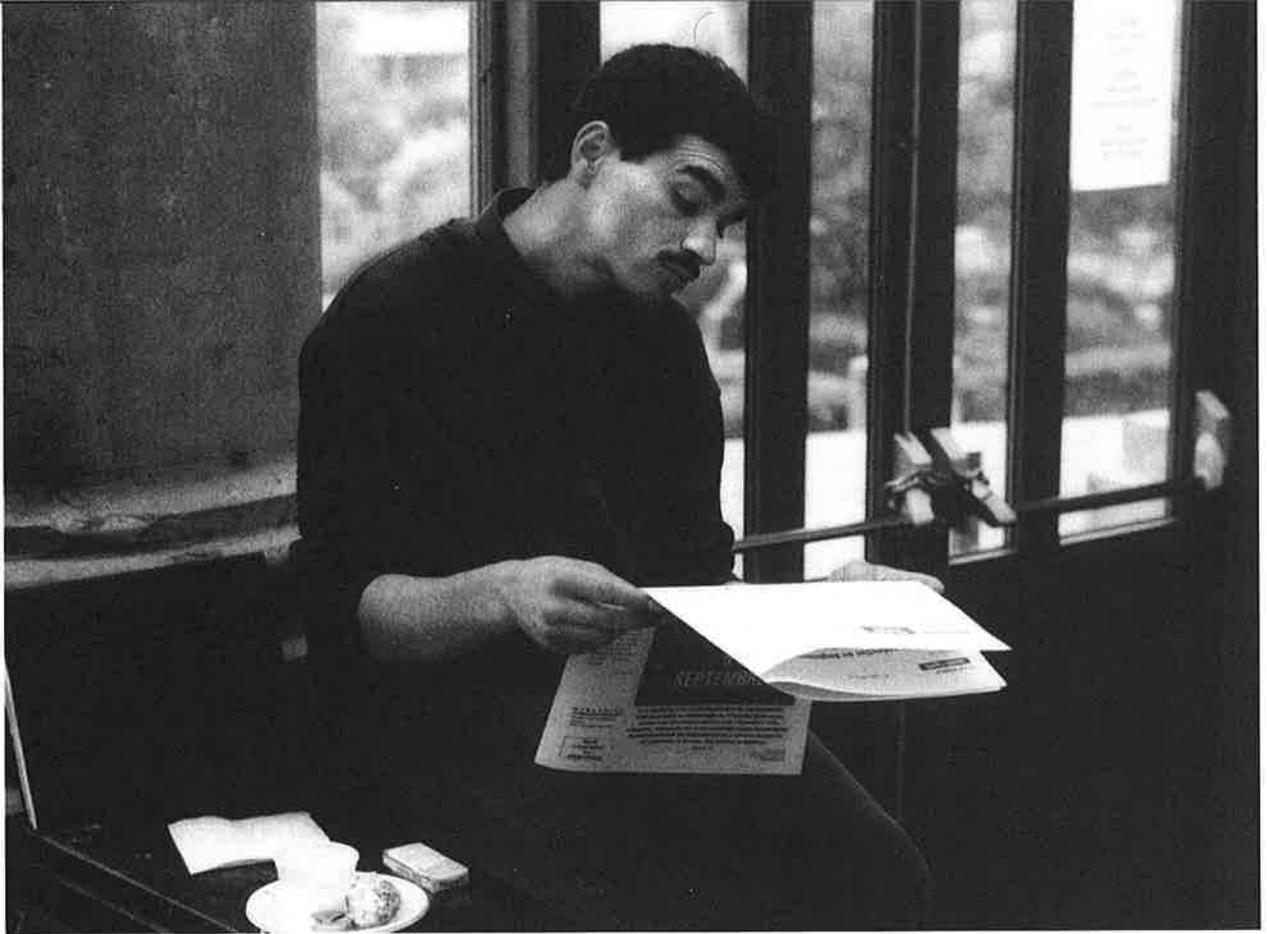
La Communauté française, et en particulier le service de l'Éducation permanente, s'est attachée à défendre l'alphabétisation sur le plan communautaire et international.

Sur le plan international, la question de l'analphabétisme est évidemment extrêmement préoccupante: la dernière conférence de l'UNESCO qui s'est tenue à Dakar en avril 2000 et dont le sujet était "l'éducation pour tous" a fait une large part à la question de l'alphabétisation et de l'éducation de base, en insistant particulièrement d'ailleurs sur l'éducation de base des filles et des femmes.

La rencontre de Namur tenue en juin 99 "Alphabétisation, francophonies, pays industrialisés" a réuni 150 participants: apprenants, formateurs, décideurs de Belgique, du Canada, de la France et de la Suisse. Cette rencontre était coorganisée par le Service de l'Éducation permanente, l'asbl "Lire et Ecrire" et l'Institut pour l'Éducation de l'UNESCO.

Cette concertation internationale est centrée sur deux spécificités qui nous ont semblé déterminantes par rapport à la situation de l'analphabétisme connue chez nous: c'est celle de la langue et du rapport à la langue, le français, et des pays industrialisés.





Cette réunion était le résultat d'un important travail de coordination et de réflexion: sur les apprentissages, les outils, les causes et les formations, les réglementations,... concernant l'alphabétisation. Elle a permis la réalisation d'un état des lieux par pays qui fournit un instrument d'analyse et de connaissance des conditions de l'analphabétisme, des possibilités existantes pour y remédier ainsi que des lacunes qui restent à combler.

La coordination internationale doit se poursuivre sur un rythme bisannuel, elle a pour but de prolonger les dialogues entre les personnes et les échanges d'outils, d'expériences, de réflexion. Il ne s'agit pas de reproduire les réunions internationales classiques où s'élaborent de bonnes résolutions trop rarement suivies des effets espérés.

Cette coordination a eu d'autres retombées, très concrètes en Communauté française. Elle a provoqué une coordination et une concertation entre les différentes instances compétentes en matière d'alphabétisation au niveau de la Communauté française, des Régions wallonne et de Bruxelles et du monde associatif.

Cette concertation a pour but:

- d'assurer la représentation belge francophone au sein du partenariat francophone international;
- de superviser la réalisation et l'actualisation d'un état des lieux régulier;

et surtout

- de prendre des initiatives de rencontres entre les différents acteurs de l'alphabétisation dans l'espace des Régions wallonne et bruxelloise et de la Communauté française, avec des enjeux précis et concrets;

- de rédiger une liste de propositions destinée aux Ministres concernés dans la perspective de l'organisation d'une table-ronde ministérielle en 2001.

L'alphabétisation est un enjeu multidimensionnel: démocratique, social, culturel, éducatif, socioprofessionnel.

La diversité des processus d'alphabétisation et la multiplicité des institutions, pouvoirs publics et associations qui développent des programmes d'alphabétisation répond à la diversité des attentes des personnes et des causes de l'analphabétisme. Cette diversité est en soi intéressante, cependant elle introduit une complexité au niveau institutionnel, organisationnel et au niveau de l'information. Comment garder la diversité et réduire la complexité: en assurant une concertation, une coordination, une complémentarité, et pour commencer une meilleure connaissance mutuelle des enjeux respectifs, entre les différents opérateurs concernés.

C'est donc la tâche que se sont donné les différents services publics et le monde associatif pour rencontrer au mieux les nécessités et les attentes des personnes en situation d'analphabétisme. Une première initiative se tiendra à Saint-Vaast les 30 novembre et 1^{er} décembre 2000. Elle a pour sujet "Les outils pédagogiques pour l'alphabétisation et l'éducation de base" et permettra de faire se rencontrer les acteurs de l'alphabétisation de tous les secteurs.

Les 33 bonnes raisons de venir s'inscrire à Lire et Écrire



1. Pour se changer les idées.
2. Parce qu'il y a une bonne ambiance.
3. Parce que parfois les profs sont sympas.
4. Parce qu'on a du plaisir.
5. Pour énerver le prof avec les sonneries du gsm.
6. Pour les faire grossir avec des biscuits.
7. Pour raconter tous ses malheurs.
8. Pour être de bonne humeur.
9. Pour rencontrer une femme.
10. Pour apprendre.
11. Pour oublier nos soucis.



12. Pour aller aux musées, en voyage, visiter des brasseries...
13. Pour goûter les spécialités de tous les pays et faire grossir les formateurs.
14. Pour fêter les anniversaires.
15. Pour rencontrer les hommes des autres associations.
16. Pour faire des expos.
17. Pour draguer.
18. Pour être encore plus intelligent.
19. Pour s'ouvrir la tête.



20. Pour avoir des amis, des amies.
21. Pour avoir plus d'idées.
22. Pour emmerder son monde.
23. Pour faire rire les autres.
24. Pour passer son temps.
25. Pour dire ce qu'on pense, ses idées.
26. Pour se soutenir les uns les autres.
27. Pour s'échanger des conseils, des techniques, des recettes, des idées.
28. Pour mieux se connaître les uns et les autres.
29. Pour bavarder à la pause.
30. Pour écouter les problèmes des autres.
31. Pour chanter dans le train.
32. Pour faire la connaissance d'un ministre.
33. Pour parler avec les journalistes.

LES APPRENANTS DE LIRE ET ÉCRIRE CENTRE ET BORINAGE

Aller au cours, ce serait plus facile si...

*Bonjour, je m'appelle Fatima.
Je viens de Lire et Ecrire Liège. Je ne sais pas
bien parler en français mais je voudrais dire
merci à tout le monde qui vient avec nous
pour lire...*

*Je voudrais apprendre à lire et je demande
à ma patronne si je peux changer seulement
le jeudi à la place du vendredi.
Elle accepte pas... Est-ce que j'ai le droit
de changer de jour? Merci beaucoup.*



*Bonjour. Je m'appelle Mimount.
Je suis venue de Lire et Ecrire Liège.
Je souhaite avoir un diplôme. Merci.*

*Je m'appelle Stéphane. Je vais à l'école Lire
et Ecrire de Liège et je demande d'avoir des
heures d'école en plus. Parce que 6 heures
seulement pour apprendre à lire et à écrire, on
n'apprend rien.*

Et s'il y avait une offre suffisante...

Lire et Ecrire Bruxelles coordonne un réseau composé de 42 associations et une école de Promotion sociale qui toutes offrent des cours d'alphabétisation à un public adulte peu ou pas scolarisé.

En 1999-2000, 3.243 personnes ont suivi des cours dans notre réseau.

Depuis plusieurs années, et malgré l'augmentation du volume total des offres de cours, nous n'arrivons pas à satisfaire toutes les demandes des personnes qui, à des degrés divers, souhaitent s'initier ou approfondir leurs compétences en français oral et écrit.

Depuis plusieurs années aussi, une demande bien spécifique de cours de français oral pour primo-arrivant(e)s scolarisés ou non se fait sentir de manière de plus en plus pressante au sein de notre réseau.

Or nous nous trouvons dans l'impossibilité matérielle de satisfaire aux nombreuses demandes de personnes qui, souhaitant s'intégrer dans notre pays, souhaitent en maîtriser la langue orale.

Cette rentrée 2000 à peine entamée, notre réseau est saturé par les demandes d'apprentissage du français oral. Plus une place n'est disponible depuis le 6 septembre.

Nous sommes interrogés au quotidien par des enseignants, des directions d'écoles primaires, secondaires, qui eux aussi sont totalement démunis face à l'accueil des enfants de ces personnes.

Là aussi il est grand temps de se réveiller et d'agir. Dans un pays où l'école est obligatoire, où on prône la pédagogie de la réussite, l'égalité des chances, rien n'est prévu et organisé à grande échelle pour accompagner les enseignants, leur proposer une pédagogie adaptée à l'apprentissage de la langue et offrir un véritable accès à l'éducation à ces enfants.

Pour nous cette situation est inacceptable tant humainement, que politiquement, socio-économiquement et culturellement.

Comment dire à ces demandeurs de formation que les cours sont complets, qu'ils doivent attendre une rentrée hypothétique en janvier ou pire encore, la rentrée 2001-2002...? Comment par là même leur dire que matériellement, leur intégration est postposée...

Comment pouvons-nous prétendre être une terre d'asile, un pays d'accueil capable d'offrir à toute personne séjournant dans notre pays dans le but de s'y intégrer et d'y reconstruire un devenir si nous ne sommes même pas capables de donner à chacun la possibilité d'apprendre notre langue?

Comment pouvons-nous demander à ces personnes de s'intégrer, de trouver un travail, de retrouver leurs marques, d'accompagner la scolarité de leurs enfants si elles sont exclues de toute communication parce qu'elles ne connaissent pas notre langue?

Si nous voulons rester fidèles à nos objectifs, permettre à chacun d'accéder à une citoyenneté responsable, s'il est demandé à toute personne séjournant sur notre territoire de façon définitive ou en tous cas à long terme de s'y intégrer, nous disons haut et fort que nous manquons cruellement de moyens pour permettre à chaque personne qui le souhaite d'apprendre le français.

L'accueil des primo-arrivants dans sa globalité, en ce compris l'apprentissage de la langue, est une problématique à part entière qui mérite d'être prise en compte, reconnue et traitée le plus rapidement possible. Nous avons trop attendu.

Monique ROSENBERG
Lire et Ecrire Bruxelles



A propos de l'offre de cours en alphabétisation

**Intervention de Christian DENYS
du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme**

Autant vous l'annoncer d'emblée, je ne suis pas venu ici à titre d'expert ou comme praticien de l'alphabétisation bien qu'ayant participé à des campagnes de ce type dans un tout autre contexte: en Amérique centrale. Aujourd'hui, les organisateurs de cette rencontre ont souhaité y inviter aussi des interlocuteurs, des partenaires, des personnes concernées par leur action sans pour autant en être un acteur direct. Je trouve cela une très bonne initiative et les en remercie. Je suis particulièrement à la fois heureux et édifié d'être parmi vous après les témoignages entendus, les visages rencontrés car pour comprendre ce que vous vivez, vos engagements, vos efforts, vos espoirs, vos joies et vos peines aussi, lire en l'occurrence des dossiers ou des statistiques ne suffit pas. Il faut véritablement voir et entendre les témoignages dont nous avons eu le privilège cette après-midi pour mesurer ce qu'apprendre à lire et écrire signifie en terme de motivations, de courage et d'exigences.

Je suis donc présent, à cette tribune, pour, avant tout, vous écouter et comprendre en quoi votre démarche concerne le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme qui est un service public luttant, pour l'essentiel, contre les discriminations liées au racisme. Un de nos rôles, en effet, est de servir d'interface entre les organisations œuvrant contre les multiples formes de discriminations liées à l'origine et les pouvoirs publics. Par discrimination, j'entends tout comportement qui refuse à une personne l'égalité de traitement à laquelle elle a droit ou aspire.

Vous écouter donc, c'est pourquoi je m'en tiendrai à trois brèves observations concernant le thème qui nous réunis dans cette salle avec l'espoir qu'elles stimuleront nos échanges.

Première remarque, je suis frappé du décalage entre le nombre d'analphabètes surtout mais aussi d'illettrés dénombrés en Belgique – la presse de ce jour parle de quelque deux à trois cent mille personnes – et le nombre d'apprenants selon la terminologie singulière de Lire et Ecrire, soit quelque 8000 personnes. Cela veut donc dire qu'environ 2 à 3% des gens concernés sont dans une démarche d'apprentissage. Pourquoi si peu, comment s'explique ce décalage? A vous entendre, l'offre manque faute de moyens malgré le formidable dévouement des volontaires bénévoles. Bien sûr, j'imagine combien les moyens financiers nécessaires à une alphabétisation conséquente d'une majorité d'illettrés peuvent faire défaut quand on voit les besoins criants au niveau de l'enseignement classique. Nous avons entendu, au Centre, l'appel de Lire et Ecrire pour obtenir les moyens à la hauteur des besoins. Des initiatives sont à l'œuvre pour y répondre qui déboucheront, sous peu, sur des résultats concrets. Peut-on, en effet imaginer que dans la Belgique d'aujourd'hui, un candidat à l'alphabétisation soit refusé faute de sous! C'est pourtant cruellement le cas en dépit du travail remarquable de votre association.

Aux besoins financiers s'ajoutent aussi, selon moi, des obstacles institutionnels et organisationnels. Nous sommes en effet confrontés au Centre à la situation de mineurs d'âges primo-arrivants qui, bien qu'analphabètes pour divers motifs (pas d'école dans le pays d'origine ou perte des premiers acquis suite à une rupture scolaire pour cause de guerre...), ne peuvent, en principe, bénéficier de l'action de Lire et Ecrire qui est exclusivement réservée aux adultes. A l'ampleur des moyens s'ajoute donc à mon sens ce que j'appellerai la souplesse de l'offre. Que la diversité des situations des analphabètes puisse être prise en compte dans leurs spécificités. Que la singularité des offres d'enseignement et de nouvelles modalités de mobilisation du public puissent être stimulées. Une souplesse qui implique également d'autres modes et d'autres acteurs d'apprentissage que ceux mis en œuvre jusqu'à présent par Lire et Ecrire.

J'en viens à ma seconde remarque qui concerne l'inscription dans le temps des acquis de l'alphabétisation. En clair, il ne suffit pas d'apprendre à lire et écrire à un moment donné de sa vie mais cet acquis doit pour voir être entretenu et valorisé au-delà du temps d'apprentissage sous peine de régression voire d'oubli total. Je pense, ici, à des cas concrets de femmes maghrébines qui, bien qu'ayant été scolarisées durant leur jeunesse, ont perdu leurs acquis faute d'usage... On se retrouve alors dans des situations délicates où leurs jeunes enfants deviennent l'interlocuteur "adulte" de l'administration ou de l'école dans le traitement des documents écrits. Vous pouvez imaginer les conséquences fâcheuses de telles situations dans le rapport enfant/parents au niveau de l'image et de l'autorité parentale. Comment rencontrer cette nécessité d'entretenir le savoir vivant que constitue la lecture et l'écriture?

Il ne s'agit d'ailleurs pas seulement d'un "savoir" mais aussi d'un "pouvoir". Je souhaite conclure par cette réflexion. Savoir lire, compter, écrire relève autant du pouvoir que du savoir. A titre personnel, déjà, la maîtrise de ce savoir donne du pouvoir à celui qui en dispose: cela se vérifie dans nos actes pratiques de chaque jour. Comment acheter, travailler, se déplacer, échanger, se soigner, utiliser des objets, des outils, s'informer lorsqu'on ignore tout de la lecture ou l'écriture? Maîtriser ces compétences vous dote au contraire de plus de pouvoir pour vous-même, face aux autres, en société, sans parler des impératifs professionnels.

Mais ce savoir a aussi un enjeu de pouvoir collectif. Il n'est pas si si loin le temps où l'apprentissage scolaire, l'école pour tous, l'acquisition de la lecture et de l'écriture relevaient d'un combat politique. L'ignorance des classes laborieuses était d'autant plus prisée qu'elle facilitait leur exploitation. L'économie demandait des bras forts plutôt que des têtes instruites. Des travailleurs dociles plutôt que des citoyens émancipés. Quand ces

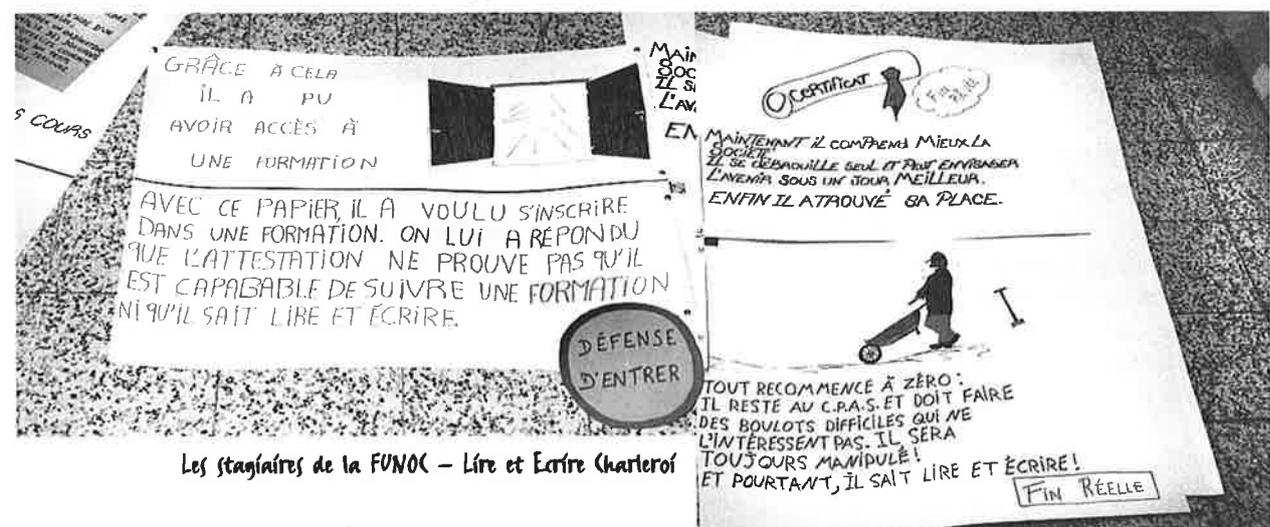
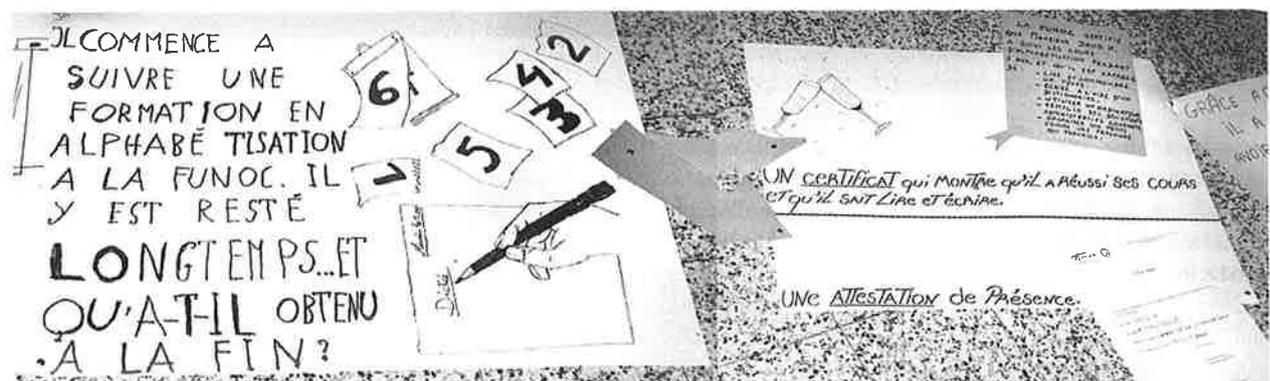
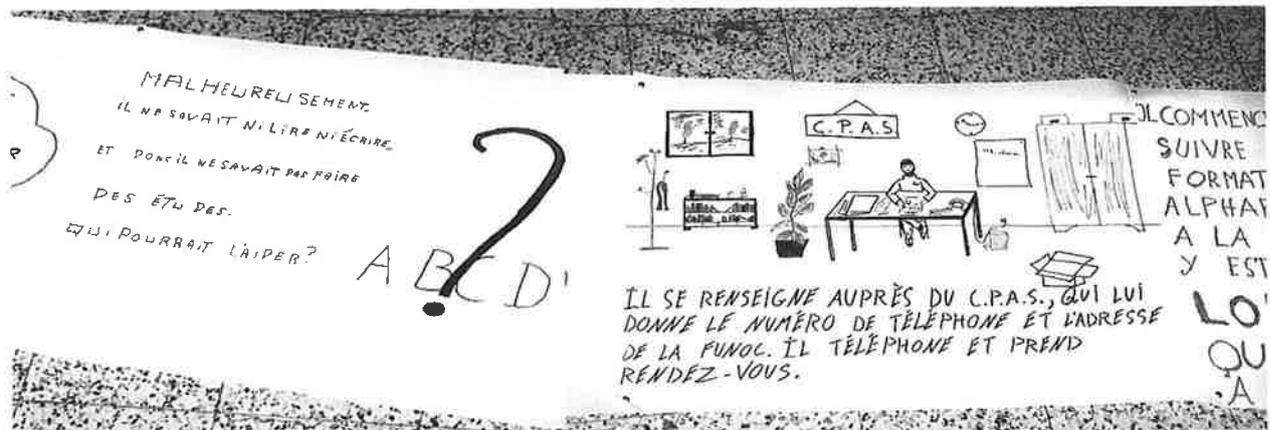
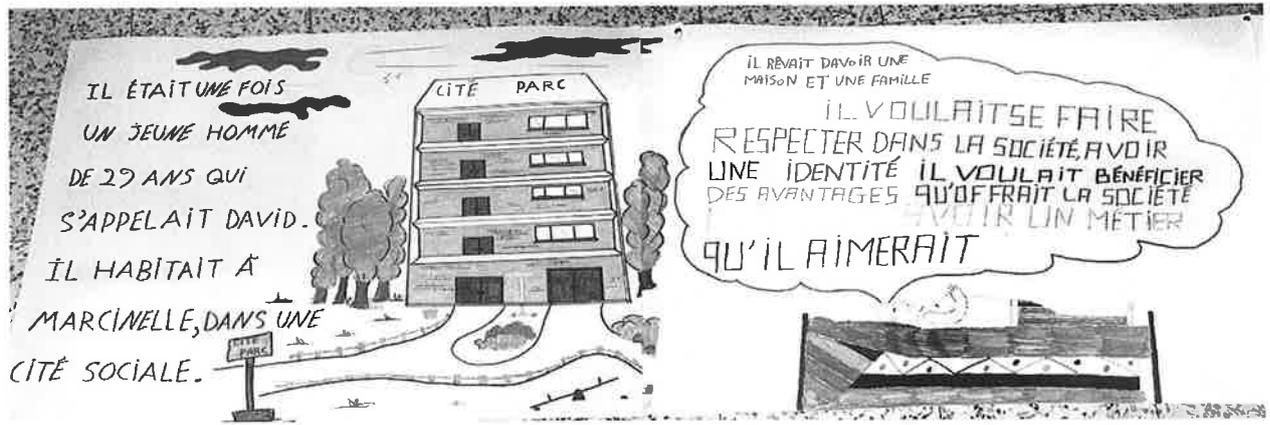


bras, ces travailleurs ne furent plus disponibles chez nous, c'est de l'étranger qu'on les fit venir... Vous connaissez la suite puisque nombre d'entre vous en êtes acteurs. Aujourd'hui, le contexte a bien sûr changé, l'instruction est devenu facteur de productivité économique. Il n'en demeure pas moins que de nouveaux clivages, de nouveaux écrans se dressent entre ceux qui maîtrisent les codes de plus en plus complexes de la technologie moderne mais aussi les jargons spécialisés de différentes professions et ceux qui en sont exclus.

Ne sommes-nous pas chacun plus ou moins analphabète face aux lettres d'avocats, aux prescriptions ou diagnostics des

médecins et aux formulaires administratifs? Partant de cette condition plus commune qu'on ne l'imagine, des solidarités nouvelles, des revendications nouvelles s'imposent. Le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme fut dans cette optique partie prenante d'un projet abouti de simplification des documents administratifs mené dans le cadre de la lutte contre la pauvreté. De nouvelles militances pour l'égalité des chances sont à articuler entre exclus que ce soit du travail, du savoir, de l'argent, de la citoyenneté ou du pouvoir. Face à ces défis, il n'y a pas de solution comme le disait l'auteur du *Petit Prince*, Saint-Exupéry, il y a, précisait-il, des forces en marche d'où surgiront des solutions. Ces forces, c'est aussi chacun d'entre nous réunis dans cette salle. Alors, marchons...

Obtenir une certification



Les stagiaires de la FUNOC - Lire et Écrire Charleroi

La reconnaissance des compétences

Intervention d'Alain KOCK du Conseil de l'Education et de la Formation

Je travaille au secrétariat du Conseil de l'Education et de la Formation. Ce Conseil est une assemblée qui réunit des responsables de l'enseignement, de la formation, des syndicats, des patrons, des opérateurs de formation et d'éducation permanente. Ce n'est pas un endroit où l'on décide, c'est un endroit où l'on réfléchit à des problèmes qui sont rencontrés par les stagiaires et par les formateurs. Un de ces problèmes, c'est la validation des compétences. Un autre problème qui a été étudié par le Conseil est celui de la lecture. L'avis qu'il a remis est assez éloquent au niveau de son titre: "On n'a jamais fini d'apprendre à lire".

Mais revenons au problème de la certification et de la reconnaissance des acquis. La situation actuelle est qu'il existe sur notre territoire de la Communauté Wallonie-Bruxelles ce qu'on peut appeler un monopole de la certification, à savoir qu'il n'y a que le système d'enseignement qui peut délivrer des certificats qui produisent des effets de droit.

Que recouvre la certification de l'enseignement? Lorsqu'on a réussi plusieurs années – et il faut quand même insister là-dessus, il n'existe de certification que lorsque l'on peut faire l'addition de la réussite de plusieurs années d'enseignement –, on reçoit un certificat. Et ce certificat produit alors des effets de droits, c'est-à-dire qu'avec ce certificat, je suis en droit de revendiquer certaines choses. On peut avoir accès aux examens de recrutement du service public, on peut avoir accès, lorsqu'on a été engagé, au système de salaire de ce service, on peut également avoir accès aux professions réglementées (restaurateurs, coiffeurs,...). Il y a encore d'autres droits comme par exemple la reconnaissance à l'étranger, via un système d'équivalence internationale, d'un diplôme acquis en Communauté française.

En dehors de ce système d'enseignement, on n'a pas accès à des systèmes de certification et de reconnaissance des acquis qui produisent les mêmes effets. Certains opérateurs délivrent après leur formation des attestations qui produisent une partie – mais une partie seulement – de ces effets, par exemple l'accès à des professions réglementées par la formation des Classes moyennes.

Il y a là une injustice pour toutes les personnes qui investissent de l'énergie pour suivre des cours et qui ne peuvent faire reconnaître leurs compétences. Injustice également pour les personnes qui, via l'expérience professionnelle, ou via leur travail dans des associations ou d'autres organisations, acquièrent également des compétences qu'ils ne peuvent faire reconnaître.

Si je n'ai pas de certification, si on ne reconnaît pas mes compétences, je vais rencontrer des problèmes à différents niveaux: au niveau de l'accès à la formation, de l'accès à l'orientation et au placement, au niveau de la recherche et de l'accès à un emploi,... Au niveau personnel, il y a également le fait qu'on ne me donne plus le droit à être reconnu comme capable de faire des choses.

Pour relativiser ce portrait un peu catastrophique de la situation, il faut souligner la possibilité qui est donnée par l'enseignement de promotion sociale d'avoir accès à la formation via l'article 8 de la promotion sociale, un article qui n'est pas suffisamment connu ni suffisamment exploité. Cet article dit: "L'enseignement de promotion sociale reconnaît des compétences acquises par quelles que voies que ce soit, par l'expérience professionnelle, par la formation, par l'autoapprentissage, pour avoir accès à la formation". Et donc, je peux me rendre dans une école de promotion sociale en faisant valoir ce que je sais faire... Ce mécanisme existe également, dans une moindre mesure, pour l'enseignement supérieur.

Face à ce constat, le Conseil de l'Education et de la Formation a pris position.

Cette prise de position stipule qu'il ne faut pas donner d'emblée la compétence de certification à tous les opérateurs car l'enseignement a certaines missions qui sont très complètes et très larges (le développement personnel, la formation des citoyens, la formation professionnelle,...). Il y a aussi tout un système de contrôle de la qualité de l'enseignement, tout un système de contraintes: l'enseignement ne peut se faire que sur base d'un programme, ce programme doit être reconnu par le ministre, il y a également le directeur qui vérifie, les inspecteurs qui inspectent, des examens et l'homologation des certificats. Ce système de contrôle garantit que le porteur d'un diplôme maîtrise bien toutes les compétences qui s'y rapportent.

Néanmoins, il faut faire cesser l'injustice de ne pas avoir accès à des mécanismes de reconnaissance des acquis. Pour ce faire, le Conseil propose:

- de développer un système de validation de compétences qui permette à toute personne de faire reconnaître ses acquis en passant une épreuve, en faisant reconnaître des épreuves qu'il a passées chez un opérateur ou l'autre;
- de créer une plate-forme, une sorte d'institut de qualification dans lequel serait regroupé l'ensemble des opérateurs de formation, les partenaires sociaux et les autorités publiques, et qui assurerait la cohérence entre toutes les qualifications délivrées par l'ensemble des opérateurs.

De l'alphabétisation à la formation qualifiante... un parcours du combattant!

**A, réfugiée rwandaise, s'inscrit au Collectif d'Alphabétisation en 1995-1996,
dès son arrivée en Belgique...**

J'ai fait environ 6 mois, puis j'ai laissé tomber un peu. J'ai recommencé l'année suivante.
Après (sur conseil des formateurs, pour perfectionner l'expression orale), j'ai été à l'ESTE
et j'ai fait 3 modules de 2 mois.

Puis je suis revenue un peu au Collectif en septembre 1999.

Alors, j'ai commencé à chercher une formation.

D'abord, je suis allée à X (organisme de préformation). Quand j'ai été les voir, j'ai expliqué que j'avais
déjà travaillé dans la cuisine, en Italie et au Rwanda. Ils m'ont dit que je n'avais pas de
diplôme ou quelque chose mais que quand même, je savais comment on travaille dans la cuisine.
Ils m'ont dit qu'ils ne prennent que les gens qui n'ont jamais travaillé dans la cuisine.

Ils m'ont dit que j'avais déjà travaillé, que j'avais de l'expérience, et que si je voulais,
ils pouvaient me donner des adresses d'intérim, que je peux chercher directement un travail
d'intérim. Mais moi, j'ai envie d'étudier au lieu de travailler comme ça.

Aussi, ils m'ont dit qu'ils prennent des personnes qui n'ont pas la même langue,
pas le même pays. Peut-être que comme on était deux rwandaises... ça aussi. Ils prennent que
7 personnes tous les 6 mois, aussi d'âges différents et de pays différents.

Ils m'ont envoyé un papier à la maison pour dire que plus tard, si je trouvais pas...
je peux retourner, ils peuvent me donner d'autres adresses.

J'ai laissé tomber. Je suis retournée au Collectif, ils m'ont donné l'adresse de Y
(organisme de préformation).

J'ai été, j'ai fait un dossier, mais ils m'ont dit d'attendre. S'il y a quelqu'un qui part, je peux prendre
sa place, je suis en liste d'attente.

Mais ce qu'il y a, c'est que je ne sais pas si je vais avoir une place ou pas...

Ce qui est difficile, c'est d'attendre, c'est de ne pas savoir si on va être acceptée ou pas.

Attendre c'est tard aussi... je vais attendre jusqu'à quand? J'ai commencé à chercher
en septembre, on était déjà en mars...

Au Collectif, on m'a aussi proposé d'aller à l'atelier de Recherche Active d'Emploi,
pour chercher du travail seulement. Mais moi, j'ai pas envie. J'aimerais étudier d'abord.

Alors une copine m'a parlé de la rue Z (organisme de préformation).

Là, j'ai pu commencer tout de suite! Mais je suis avec tout des jeunes, c'est parfois difficile, je trouve
pas très sérieux.

Alors, après les vacances, en août, je suis retournée à Y et je viens de commencer là.

si ça va marcher, j'ai envie de continuer. De continuer un "deuxième niveau"
parce que sinon, au restaurant, on te laisse rien faire. Je ne veux pas vraiment être cuisinière
mais participer quand même et pas seulement couper les légumes.

Le droit à l'alphabétisation

Lire et Ecrire est un centre de formation qui accueille des adultes qui désirent apprendre à lire et à écrire parce qu'ils n'ont pas eu l'occasion de suivre une scolarité.

D'autres personnes, d'origine étrangère, viennent à Lire et Ecrire pour apprendre à parler le français.

Certaines viennent pour faire une remise à niveau avant de rentrer dans d'autres formations.

Comment envisageons-nous la formation pour adultes?

Il est évident que nous souhaitons une formation qui s'adresse aux adultes.

Le groupe ne devrait en aucun cas dépasser plus de 10 personnes.

L'idéal serait entre 6 et 8 personnes, jamais moins de 4 pour le dynamisme.

Un stagiaire devrait avoir un minimum de 10 heures par semaine pour pouvoir avancer dans ses cours correctement.

Nous pensons que la mixité culturelle est bien car cela permet les échanges et le respect.

Il est important d'expliquer au stagiaire le contenu de la formation et il doit pouvoir donner son avis.

Nous voulons aborder la formation différemment; pour cela, nous avons quelques propositions:

- Nous voulons faire du théâtre, de l'informatique, de l'expression orale.
- Nous voulons échanger nos connaissances avec d'autres stagiaires.
- Nous voulons apprendre à remplir des formulaires administratifs.
- Nous voulons travailler le français et les mathématiques avec d'autres supports.

Cette formation doit être possible pour les ouvriers et les employés qui travaillent en entreprise. Pour cela, il faut donner des moyens aux patrons pour adapter les horaires et maintenir le salaire.

Pour pouvoir réaliser notre projet il nous faut principalement des moyens financiers adaptés aux besoins de fonctionnement du centre.

Cela nous permettrait de multiplier les centres de Lire et Ecrire dans les villages pour que tout le monde puisse accéder à une formation d'alphabétisation.

Le centre de formation ne devrait pas être situé à plus de 10 kilomètres de l'habitation du stagiaire.

Pour les frais de déplacement nous demandons un remboursement à 100 pour cent et sans différence entre les stagiaires.

Pour une formation de qualité nous avons besoin de matériel tel que dictionnaires, livres, matériel informatique qui permettent d'apprendre le français de façon autonome.

Nous voulons que notre passage à Lire et Ecrire soit reconnu par un brevet ou une attestation pour faire preuve de notre volonté et officialiser notre formation auprès des autres organismes de formation ou auprès de notre futur employeur.

Nous aimerions pouvoir avoir moins de formalités au niveau administratif: pour rentrer et sortir de la formation il y a trop de papiers à remplir.

Il y aurait moins de personnes en difficulté si on intervenait dès l'enfance:

- en réduisant le nombre d'élèves par classe dans les quatre premières années du primaire;
- en aménageant les horaires et les vacances scolaires en fonction du rythme de l'enfant, ce qui permettra d'atteindre une qualité de l'enseignement.

Pour qu'un maximum de personnes participent aux formations il faut une publicité adaptée à ce public: en radio, TV et pourquoi pas le bouche à oreille.

Ce texte est le commentaire de la cassette vidéo réalisée par les stagiaires du Hainaut occidental. Pour la réaliser, ils ont été consultés de façon à ce qu'ils puissent émettre leur point de vue sur ce que devrait être une formation de qualité en alphabétisation. Un groupe de stagiaires s'est porté volontaire pour travailler sur la masse d'informations recueillie et sa mise en forme. Après avoir opté pour l'illustration par l'outil vidéo, les stagiaires ont dégagé les thèmes récurrents et les revendications principales. Ils ont ensuite imaginé le texte qui accompagne les images vidéo. Pour la conception de la vidéo, ils ont été conseillés et accompagnés par un animateur vidéo formé par la Direction générale des Affaires culturelles du Hainaut travaillant dans une perspective répondant aux objectifs poursuivis par les organismes d'éducation permanente. La cassette est disponible en prêt dans les régionales de Lire et Ecrire.

Sabine DENGHIEN

Le point de vue du Ministre de l'Education permanente

Intervention de Marc BERTHOLOMÉ, du Cabinet de M. Willy TAMINIAUX, Ministre de la Jeunesse, de la Fonction publique et de l'Enseignement de promotion sociale

Lire et Ecrire m'a demandé de reprendre ici les idées principales d'une intervention improvisée au cours de la rencontre du 8 septembre dernier. A cette occasion, j'ai délaissé les notes dont je disposais, préférant guider mon propos à la lumière de ce que les différentes personnes qui m'avaient précédé à la tribune avaient déjà apporté à un débat riche par sa diversité.

Tout d'abord, j'ai rappelé l'intérêt du Ministre Taminiaux pour cette manifestation, bien sûr, mais plus encore pour tout ce qui a trait aux problèmes sociaux et culturels. Par bien des aspects, il prolonge à la Communauté française une politique qu'il a entamée à la Région wallonne et qui a pour caractéristique de partir d'abord des problèmes concrets rencontrés par les gens.

Ma première remarque fut de mettre l'accent sur l'aspect relatif de l'alphabétisation, à l'aide d'une anecdote vécue la veille. Avec un ami, nous préparions le dépôt d'une liste de candidats pour les élections communales. Force nous fut de constater que nous ne comprenions pas le formulaire administratif réglementaire pour la circonstance. Mon ami, qui est par ailleurs enseignant de promotion sociale dans des processus de réinsertion, a dû contacter l'administration communale pour en savoir plus. Donc, quand des "apprenants" font remarquer que remplir des documents administratifs constitue une réelle difficulté à surmonter, ils ne pointent pas seulement du doigt leur incapacité supposée. Bien des écrits de caractère administratifs semblent avoir été conçus uniquement à usage de ceux qui les ont eux-mêmes rédigés. Une amélioration est nécessaire – on le sait depuis longtemps – mais elle se heurte sans doute à certaines inerties.

On peut aborder le problème de l'analphabétisme relatif par une approche plus générale, par exemple, celle qui concerne les migrants. Telle ou tel est alphabétisé dans sa langue, ou, en tout cas, maîtrise les codes en pratique dans sa société d'origine, mais se retrouve confronté à ceux de la société qui l'accueille. On perçoit bien que le travail n'est pas seulement d'apprendre mécaniquement une langue. Il faut, en plus, accepter la confrontation avec une autre culture, l'assimiler pour partie et se forger une identité, qui est évolutive, qu'on le veuille ou non.

Il est donc tout à fait important d'avoir mis en évidence, comme l'a fait un intervenant, les difficultés pratiques de la formation. Celle-ci ne se limite jamais à un strict apprentissage d'une langue parlée et écrite. Elle mène souvent – du moins, quand l'opérateur de formation est compétent, comme le sont les associations membres de Lire et Ecrire – à un projet d'insertion professionnelle. Et, en amont, elle tient compte du fait qu'il faut d'abord apprendre à être dans une société qui surdétermine encore l'écrit.

Dans ce contexte plus large, il est évident que les apprenants sont aussi porteurs de projets et de méthodes. Tout cela relève en définitive bien plus d'une démarche d'éducation permanente que d'une simple démarche d'enseignement.

D'autant qu'une bonne partie du public est adulte et dispose de peu de moyens. L'ensemble des dispositifs mis en œuvre doi-

vent tenir compte d'une série de problèmes comme la mobilité, la gestion du temps, l'organisation de la famille, la recherche de formations complémentaires, etc.

Tout cela est bien connu de ceux qui, chaque jour, sur le terrain, se consacrent à la formation en "alpha".

Pour que tout fonctionne correctement et puisse se développer en fonction d'une aide qui ne fait malheureusement que croître, le maître mot est le partenariat. Partenariat entre divers pouvoirs publics. Partenariat entre vous et divers pouvoirs publics.

La convention entre le Forem et la Promotion sociale récemment signée en est un exemple, car elle exigera très probablement un changement de mentalité, particulièrement dans le secteur de l'enseignement, notamment sur la manière de formuler les exigences.

Lire et Ecrire est quant à lui un outil de coordination précieux. Au fil du temps, il a permis un travail dans la cohérence, tout en restant capable d'une action volontariste, militante, afin de faire reconnaître le travail de ses opérateurs, bien sûr, mais surtout en exigeant sans relâche l'inscription des questions d'alphabétisation à l'agenda politique.

Ainsi, un long chemin a été parcouru. Une aide structurelle vient de la reconnaissance dans le cadre du décret relatif à l'éducation permanente de 1976. Plus que l'apport financier, cette reconnaissance par la Communauté française renforce bien cette volonté de s'inscrire dans le champ de l'éducation permanente. En ce sens, il ne paraît pas opportun d'imaginer un décret organique pour l'alphabétisation qui l'isolerait de l'ensemble qui la compose.

On pourrait pourtant, diront certains, mieux adapter ainsi l'aide financière aux besoins rencontrés. Voire. Il n'est pas certain que des moyens supplémentaires pourraient être dégagés par une institution qui mettra sans doute des années à retrouver les moyens de politiques nouvelles.

Surtout: le fait de légiférer en isolant et en autonomisant le champ de l'alphabétisation reviendrait à dédouaner l'école de l'incapacité dans laquelle elle se trouve de répondre à une de ses tâches fondamentales, génération après génération.

Même si cela paraît donc plus compliqué à mettre en œuvre, il semble que la démarche d'alphabétisation doit rester à la croisée de plusieurs chemins, éviter les carcans, se donner les moyens de rester aussi un champ d'expérimentation des méthodes et des pédagogies.

Pour l'heure, au delà des aides structurelles, il convient de renforcer l'efficacité des formateurs, de mieux les former eux-mêmes. Cela nécessitera des aides ponctuelles importantes. Le Gouvernement, qui a fait de l'alphabétisation une de ses priorités, y consacra les moyens nécessaires, sur base des projets initiés par la coordination.

Enfin, je ne suis pas certain, comme on l'a dit, qu'il n'y ait pas de projet sans souffrance. En revanche, je suis persuadé qu'il n'y en a pas sans combat. Une journée comme celle-ci le rappelle à loisir.

Quel cadre pour une alphabétisation de qualité?

A l'aube de ce qu'on appellera peut-être un jour la "société de la connaissance" on est loin, très loin, d'une situation idyllique et les exclus du droit à l'éducation sont toujours nombreux. Les moyens pour l'alphabétisation – et donc le nombre d'apprenants – stagnent, malgré une demande toujours plus grande.

L'école continue à produire des illettrés. Les restrictions budgétaires dans les secteurs de l'Education empêchent la pleine réalisation des décrets centrés sur l'Education des adultes (Education permanente et Promotion sociale) et en diminuent fortement la portée, empêchant l'alphabétisation de s'y développer.

Les dispositifs d'insertion socio-professionnelle des pouvoirs régionaux proposent un cadre contractuel de partenariat aux associations qui, bien sûr, leur assure des moyens, reconnaît la qualité et la pertinence de leur action, mais qui les implique aussi dans des politiques de contrainte, de contrôle social pouvant aller jusqu'à des mesures d'exclusion du chômage des "ratés du parcours", ce qui est le comble pour des associations qui luttent contre l'exclusion de ces publics. Les politiques d'intégration des immigrés n'ont rien prévu pour faire face à l'accueil et à l'insertion des candidats à la régularisation et des nouveaux candidats réfugiés.

Malgré les discours unanimes sur la nécessité de la formation "tout au long de la vie", force est de constater qu'en Communauté française de Belgique, le droit à l'alphabétisation et à la formation de base pour tous n'existe pas. Curieusement, notre société ne se mobilise pas sur un tel enjeu.

Peut-être est-ce parce que l'analphabétisme n'est pas susceptible de se propager en dehors de certaines catégories sociales? Peut-être est-ce parce que les forces sociales de notre pays s'accommodent de la situation, voire s'en satisfont? L'analphabétisme d'une partie de la population aurait-il une fonction sociale?

Car si tout le monde s'accorde pour dire qu'aujourd'hui l'alphabétisation constitue le minimum vital de la qualification, indispensable pour évoluer dans notre société, tout se passe pourtant comme si une partie importante de la société supportait qu'il y ait des citoyens de seconde zone!

Les plus cyniques s'en réjouissent même, car ces adultes constituent un volant de main-d'œuvre docile, sur lequel on peut jouer à volonté, l'internalisant ou l'externalisant du marché du travail en fonction des besoins des entreprises, avec la garantie que cette main-d'œuvre ne sera pas en mesure de se défendre et avec, en prime, la conscience en paix puisque la responsabilité de leur situation peut facilement être rejetée sur ceux qui en sont les victimes...

S'insurgeant contre ce modèle de société, Lire et Ecrire compte poursuivre son combat pour le droit à l'alphabétisation pour tous.

Le droit à l'alphabétisation pour tous, c'est le droit à l'alphabétisation sans discrimination de sexe, sans discrimination d'âge, sans discrimination de nationalité, sans discrimination de statut,...

Le droit à l'alphabétisation pour tous, c'est le droit de chaque personne au respect du libre choix d'une formation répondant à ses attentes et à ses besoins, c'est le droit de poursuivre cette formation le temps qu'il juge nécessaire pour atteindre ses objectifs.

Le droit à l'alphabétisation pour tous, c'est pouvoir trouver près de chez soi une alphabétisation de qualité, reconnaissant ses expériences et ses savoirs, ses capacités et ses rythmes d'apprentissage, sa culture et sa communauté.

Le droit à l'alphabétisation pour tous, c'est le droit d'apprendre à lire et à écrire mais aussi le droit de questionner et de réfléchir, le droit à l'imagination et à la création, le droit de lire et écrire son histoire,...

Mais le droit à l'alphabétisation pour tous, c'est surtout – et d'abord – le droit pour tous à une réelle participation économique, sociale, culturelle et politique. Car sans cette participation il n'y a pas de raisons d'apprendre...

Aussi, pour que nous puissions tous rêver à un futur possible où nous ne devrions plus avoir un rôle de "pompier",... un futur possible où nous ne serions plus nécessaires, pour qu'un jour il n'y ait plus d'analphabète, il est impératif de lutter contre les causes de l'analphabétisme.

Nous devons dès lors nous battre pour:

- **Une société qui cesse de produire des exclusions**

Principale cause de l'analphabétisme, il est inacceptable que notre société ne permette pas à tous de vivre dans la dignité.

- **Un enseignement initial qui permette à tous les enfants d'apprendre à parler, à lire, à écrire, à calculer,... à l'école!**

Il est inacceptable que des jeunes sortent aujourd'hui analphabètes ou illettrés de l'école.

- **Un renforcement de la coopération au développement pour permettre notamment le soutien aux politiques éducatives et culturelles des pays du tiers-monde**

Il est inacceptable de construire notre richesse sur leur exploitation, de parler d'alphabétisation ici en sachant que des enfants travaillent là-bas,...

Mais tant que notre système socio-économique produira des analphabètes, nous devons également poursuivre notre combat pour que, par des structures et des programmes adaptés, chaque adulte dispose du droit élémentaire à l'alphabétisation et à la formation générale de base.

Ce qui implique:

- **Des politiques qui favorisent l'accès de tous aux formations et lèvent les obstacles quotidiens à la participation:**

- la gratuité des moyens de transport pour se rendre aux cours
- des structures d'accueil des enfants
- la gratuité des cours
- des dispositifs d'accueil permanent
- une augmentation de l'offre de cours
- la suppression de nombreux obstacles administratifs
- ...

- **Des politiques au niveau de l'enseignement de Promotion sociale qui corrigent les injustices actuelles en rééquilibrant l'offre de formation au profit des moins scolarisés**

Aujourd'hui, moins on est scolarisé, moins on a de possibilités d'accès au service public de formation d'adultes. Car s'il existe des programmes d'alphabétisation et de formation de base en promotion sociale, ceux-ci représentent moins de 0,01% de l'offre de cours. C'est inacceptable.

- **Des politiques qui reconnaissent et financent de manière structurelle Lire et Ecrire et l'ensemble des associations d'alphabétisation et ce, de manière suffisante pour permettre le développement de l'offre et de la qualité de l'alphabétisation**

Les financements doivent notamment permettre d'assurer:

- des locaux et du matériel pédagogique adapté
- la formation des formateurs
- l'engagement de formateurs en nombre suffisant pour répondre à la demande
- le financement par les pouvoirs publics des récents accords du non marchand pour toutes les personnes travaillant en alphabétisation.

Nous nous réjouissons de l'intérêt des multiples ministres à ce sujet.

Nous ne souhaitons pas la création d'UN décret "ALPHA", qui risque fort de rencontrer des difficultés de financement, de ne pas pouvoir tenir compte de la diversité des situations et donc de la nécessaire diversité de l'offre, mais surtout qui aura comme effet de "parquer" ce public, de le stigmatiser et de l'exclure pour toujours des autres dispositifs.

Nous souhaitons que la reconnaissance et le financement structurel de l'alphabétisation se fasse par l'organisation, la mise en synergie, en cohérence et en complémentarité des différents secteurs et des différents niveaux de pouvoirs concernés. En conséquence, nous proposons l'organisation d'une concertation interministérielle pour réaliser ces objectifs, concertation à laquelle nous participerons bien entendu activement. Et le travail de ce matin nous permettra d'affiner nos revendications pour une alphabétisation de qualité.

Jean-Marie SCHREUER et Catherine STERCQ
Coprésidents de Lire et Ecrire